ISSN 0024-7650

Sommet de Lomé : Mitterrand, chef de l'impérialisme français, passe en revue ses hommes de main

P. 8 et 9

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 963 - 15 novembre 1986 - prix : 6 F

Le Rhin malade de calculs de profits

P.2

Le nouveau code de la nationalité : un gouvernement de "Chalandon-la-Joie"

Le gouvernement s'attaque à la santé, les travailleurs peuvent lui faire perdre la sienne

P. 4 et 5

M 6189 - 963 - 6 F

SOMMAIRE

DANS LE MONDE

Page 7
— Moubarak entre les diktats du FMI et la peur de l'explosion sociale.
— Cheikh Yamani s'en va et, avec lui, la légende de l'enrichissement des pays pétroliers.

Pages 8 et 9
— Sommet de Lomé.
— Mitterrand : un œil particulier sur la Guinée.
— Les fermiers américains pauvres à millions.
— La privatisation des chemins de fer japonais.

Page 11
— La disparition de deux staliniens : Molotov et London, auteur et victime de la même falsification du communisme.

Page 16
— Liban : derrière les marchandages, les banquiers et les marchands de canon.
— Les représailles européennes contre la Syrie : l'art de la diplomatie.
— Rassemblement majoritaire : le PCF approuve Chirac.

EN FRANCE

Page 4
— Le gouvernement s'attaque à la Santé, les travailleurs peuvent lui faire perdre la sienne.
— La retraite complémentaire au même régime que celle de la Sécurité sociale.

Page 5
— Aménagement du temps de travail.
— Nouveau Code de la nationalité.

Page 6
— Horizon 1986 : Serrez à droite, prenez vos tickets ;
— Budget de la Défense : contorsions des députés socialistes.

Page 12
— Thomson fait des profits sur le dos des travailleurs !
— Manpower : "tant qu'il y aura des hommes"... à exploiter !

Page 13
— Michelin (Clermont-Ferrand).
— Dans l'automobile, ça cahote, sauf pour les profits.

LOISIRS ET CULTURE

Pages 14 et 15
— Livres : *Nous l'avons tant aimée, la révolution* de D. Cohn-Bendit ; *L'oubli rebelle -Beyrouth 82* de F. Saoudi ; réédition du *journal d'Harvey* de J. Hamburger.

LUTTE OUVRIÈRE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

LUTTE OUVRIÈRE

Hebdomadaire édité par la société Editions E.A.
BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18.
SARL au capital de 20 000 F - Durée : cinquante ans.
Gérant : Michel RODINSON - Associés : René MARMAROS, Isaac SZMULEWICZ, José CHATROUSSAT.
Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel RODINSON.
Tirage : 16.000 exemplaires.
Composition : Point Virgule Photocompo, Paris.
Impression : Roto de Paris, La Plaine-Saint-Denis (Seine-Saint-Denis)
Commission Paritaire des Publications n° 64995.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE
B.P. 233
75865 PARIS CEDEX 18

Abonnements et soutiens :
Chèques bancaires à l'ordre de Michel RODINSON.
Virements postaux à : Michel RODINSON,
CCP PARIS 6851 10 R.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIÈRE :

pour une période de un an : 180 F — pour une période de six mois : 95 F

LUTTE DE CLASSE / CLASS STRUGGLE / LUCHA DE CLASSE
Mensuel édité par Lutte Ouvrière, Spark, Combat Ouvrier, UATCI
Abonnement pour un an (France) : 80 F

NOM _____

PRÉNOM _____

ADRESSE _____

_____

_____ Code Postal _____

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson CCP PARIS 6851-10 R. A expédier à Lutte Ouvrière, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

Tarifs pour l'étranger : sur demande. *(1) Rayer les mentions inutiles.*

en bref

Malade de calculs de profit, le Rhin n'en a pas fini d'éliminer.

A la suite de l'explosion d'un entrepôt des usines Sandoz, le 1er novembre, à Bâle en Suisse, et de la fuite de 2.000 litres d'eaux polluées la semaine suivante, chaque jour apporte de nouvelles révélations.

Le jour de la catastrophe, les autorités helvétiques minimisaient les conséquences de ce qui s'est avéré une véritable catastrophe écologique. Puis un document des assureurs de Sandoz a indiqué que, depuis 1977, la firme entreposait illégalement des produits chimiques dans des locaux prévus pour stocker des machines.

Sandoz paiera donc des indemnités aux pays touchés par la pollution. *"Nous avons mauvaise conscience... Nous avons invité toutes nos filiales à revoir l'ensemble des systèmes de sécurité de leurs entrepôts"*, a déclaré un responsable de Sandoz. Car, bien évidemment, malgré les assurances données par les patrons, cela n'avait pas été fait auparavant.

A Bâle, une semaine après l'incendie, la colère a éclaté. Samedi 8 novembre, 10.000 personnes manifestaient dans les rues : *"Nous ne voulons pas flotter le ventre en l'air, comme les poissons du Rhin"* ; *"Halte à la terreur chimique"* ; *"Tchernobâle"*. Des vitrines du bâtiment appartenant aux sociétés Sandoz et Ciba-Geigy étaient brisées. Prudente, la police préférait ne pas intervenir. Le lendemain, lors d'un débat public avec des représentants de Sandoz et du gouvernement, 700 manifestants prenaient à partie des responsables de l'usine chimique, les aspergeant d'eau du Rhin et les bombardant d'anguilles mortes.

Mais c'est plus que des anguilles mortes qu'il faudrait lancer aux responsables de Sandoz, dont l'incurie est à l'origine d'une catastrophe sans précédent.

Le Rhin pollué (AFP)

1.000 tonnes de produits chimiques, essentiellement des insecticides et des fongicides à base de mercure, sont drainés par le Rhin. Le cours supérieur du fleuve est en train de connaître un désastre écologique qui va gagner maintenant l'aval. La faune est la flore d'Alsace sont atteintes. Toute la chaîne alimentaire est brisée par le mercure. Il faudrait au moins deux ans pour éliminer les concentrations toxiques.

En attendant, en Allemagne, des communes sont approvisionnées en eau potable par citernes. Des fontaines ont été coupées. Les pêcheurs ne doivent plus pêcher, les troupeaux ne plus s'abreuver, les enfants ne plus jouer au bord du fleuve. En Hollande, l'eau destinée à Amsterdam n'est plus prélevée pour le moment dans le Rhin.

Il n'y a qu'en France que le ministère de l'Environnement persistait, le 8 novembre encore, à dire que la pollution migratrice ne *"représente aucun danger pour l'eau potable, selon les premières analyses"*. La France s'est décidée avec plus d'une semaine de retard à se mettre au diapason des autres pays riverains du Rhin.

Des lois anti-pollution ? Il en existe bien, mais elles n'ont jamais empêché les industriels de polluer, volontairement ou accidentellement, les eaux et l'atmosphère. La loi du profit passe avant.

Marie-Claude SOLAC

La nôtre est salée.

"C'est la faute aux Suisses". La France n'est pas le dernier des Etats qui protestent, à juste titre, contre la pollution du Rhin. Mais il n'est pas non plus le dernier à polluer.

L'affaire du sel alsacien est une affaire qui traîne depuis des années. Dans le Rhin, justement. Les Mines de Potasse d'Alsace (entreprise d'Etat) extraient un sous-produit dont elles ne savent comment se défaire : le sel. On pourrait le vendre, mais ce serait couler les salines de Lorraine, déjà en difficultés. L'enfouir dans le sous-sol menacerait la nappe phréatique. On rejette donc le sel dans le Rhin, par centaines de milliers de tonnes chaque année. Direction : Rotterdam.

Les poissons n'apprécient pas ; les agriculteurs hollandais non plus, qui n'arrosent pas les tulipes avec de la saumure.

Voilà des années que la France est sommée d'y remédier par les autres pays riverains. Elle avait même touché une aide financière de l'Allemagne et des Pays-Bas (82 millions de francs) en 1977 pour cela. L'argent est bien rentré, mais rien n'a été fait.

Ce n'est finalement que le 5 janvier 1987 que commencera, en principe, la réalisation d'un plan de stockage du sel sur des terrains aménagés à cet effet. Une partie du sel seulement. Cela n'empêche nullement Carrignon, notre ministre de l'Environnement, de critiquer la légendaire lenteur suisse !

Que celui qui n'a jamais pêché (dans le Rhin) jette à Sandoz la première pierre.

Tant qu'on y était, dans la coulée rouge du Rhin, le plus gros trust chimique suisse, Ciba-Geigy (qui tient le numéro 3 dans le classement des trusts pharmaceutiques mondiaux et constitue avec Hoffmann-La Roche et Sandoz les *"trois sœurs"* de l'industrie chimique bâloise), y est allé lui aussi de son petit péché.

Ce trust chimique vient de faire savoir qu'il avait, lui aussi, sa petite part de péché dans la pollution du Rhin puisque, une semaine avant Sandoz, l'usine Ciba près de Bâle avait laissé échapper dans les eaux du fleuve une certaine quantité d'un insecticide dangereux.

Mais puisqu'on analysait de toute façon les eaux du Rhin, autant avouer son péché avant qu'on ne le découvre. Cela permet d'ailleurs au trust d'argumenter que, puis que ces fuites sont antérieures à l'incendie de l'usine Sandoz, c'est bien la preuve qu'il n'a pas délibérément profité de la circonstance pour se débarrasser de quelques produits gênants.

Alors, s'il ne l'a pas fait exprès, qu'est-ce qu'on a à râler ?

Polluons français.

Voilà une histoire de pollution bien française : à Redon, en Ille-et-Vilaine, l'étang de Via est pollué, probablement par le pyralène qu'on y a trouvé lors d'une analyse effectuée le 16 septembre dernier. Et il a fallu attendre le 28 octobre pour que la pêche y soit interdite.

Pourtant les pouvoirs publics avaient été prévenus par la société de pêche de Redon dès le 17 juillet. Aucune réaction.

Pendant trois mois, l'entreprise Erre, qui rénove les vieux transformateurs contenant du pyralène, n'a pas été inquiétée et la Compagnie Générale des Eaux a continué de pomper dans le canal de Nantes à Brest, là où se jette l'étang de Via, l'eau qui alimente la ville de Saint-Nicolas-de-Redon.

Maintenant, en protestant contre Sandoz, le gouvernement français a l'Erre fin.

LE NOUVEAU CODE DE LA NATIONALITÉ

Un gouvernement de "Chalandon-la-Joie"

Qu'est-ce qui pousse donc le gouvernement, malgré les réserves du Conseil d'Etat, malgré celles même de Mitterrand, à vouloir à tout prix maintenir le projet Chalandon de modification du "code de nationalité" ? Par pure démagogie. Pour tenter de plaire à tous ces "Dupont-la-Joie", tous ces esprits un peu racistes, un peu bornés qui foisonnent dans son électorat, ou qu'il voudrait bien récupérer dans l'électorat de l'extrême-droite, tous les imbéciles qui pensent que les maux du pays viennent du fait que la France serait trop accueillante aux étrangers.

Le gouvernement a dû certes renoncer aux aspects les plus grotesques de son premier projet et en particulier renoncer à cette ridicule séance de prestation de serment qu'il avait rêvé d'instituer. Pourtant ce nouveau code signifiera tous les ans pour des milliers de jeunes qui ont toujours vécu ici, ou pour des personnes qui s'y sont installées, y vivent et s'y sont mariées (c'est-à-dire qui acquéraient automatiquement cette nationalité jusqu'ici) des tracasseries administratives supplémentaires et pendant des mois l'inquiétude au sujet d'un rejet éventuel de leur demande. Car, pour un oui, pour un non, pour un mot français mal prononcé ou le souvenir d'une bouteille volée dans un grand magasin, l'administration pourra la leur refuser.

Ce ne seront pas là bien sûr des barrières infranchissables, cela ne touchera pas l'immense majorité des immigrés qui, de toute façon, n'ont aujourd'hui pas la nationalité française et n'ont d'ailleurs pas forcément envie de l'avoir. Mais au-delà de la mesure elle-même, c'est une façon de cultiver une fois de plus les sentiments chauvins. La nationalité française, il va falloir *"la vouloir"*, nous dit-on ; et pourquoi pas la "mériter", comme si elle était mieux que les autres (la triste brochette des politiciens qui nous gouvernent, bien français eux, nous prouvent pourtant tous les jours le contraire) ! C'est ainsi que l'on flatte les préjugés chez les uns et que l'on distille l'inquiétude chez les autres à qui l'on cherche à faire sentir qu'ici ils ne seraient pas vraiment chez eux, qu'ils peuvent bien vivre ici depuis dix ans, vingt ans, trente ans, s'y être fait tout ce temps exploiter dans les usines, sur les chantiers, que leurs gosses peuvent être nés ici et leur conjoint de nationalité française, ils n'ont pas les mêmes droits que les autres.

Mitterrand a fait savoir son désaccord. Ça ne lui coûte rien. Et de toute façon, il va laisser faire — cohabitation oblige. La gauche pleure sur le sort des immigrés quand elle est impuissante dans l'opposition. Et quand elle est au pouvoir, elle oublie toutes ses bonnes intentions, ou pire même, elle joue elle aussi sur les préjugés nationalistes, comme c'est arrivé par exemple au gouvernement Mauroy pour attaquer les grévistes de l'automobile. Avant les élections de 1981, la gauche parlait d'accorder certains droits de vote aux immigrés. Mais qu'est-ce qu'il en a été, une fois Mitterrand au pouvoir ? Les immigrés ont-ils obtenu un seul droit de plus pendant que le Parti Socialiste était au gouvernement ?

Car le problème justement n'est pas tant celui de savoir si quelques milliers de gens vont ou non avoir le droit d'avoir une carte d'identité française au lieu d'algérienne ou portugaise, ni le temps que cela leur prendra en tracasseries administratives, que cela leur demandera de l'obtenir, aux rares qui y ont droit. Le problème est celui des droits réels, de tous les travailleurs, qu'ils soient nés ici ou ailleurs, qu'ils soient ici depuis deux ans ou vingt ans.

Il y a dans ce pays quatre millions de gens qui y vivent, qui y travaillent, qui sont partie intégrante de la classe ouvrière. Quatre millions d'habitants de ce pays qui ont la même vie, les mêmes difficultés et souvent même les travaux les plus durs, qui sont de ceux sur qui repose en fait toute la société, mais qui ont encore moins de droits que les autres pour des questions de frontières désuètes qu'il faudrait abolir.

Et si on leur refuse les mêmes droits qu'aux autres, ce n'est pas seulement contre eux. C'est pour s'en servir d'arme contre tous les travailleurs. En mettant une partie, et même une grande partie de la classe ouvrière dans une situation plus précaire, en laissant peser sur elle des menaces d'expulsions, les patrons et le gouvernement aimeraient bien qu'elle se sente plus menacée que les autres, obligée de faire plus attention, de se tenir plus à carreau, de moins se mettre en avant dans les luttes, d'accepter des conditions de travail plus mauvaises ou des salaires plus bas. Et par là c'est sur le salaire de tous les ouvriers que l'on pourrait faire pression, ce sont les conditions de travail de tous que l'on pourrait rendre pires encore, dès lors qu'on pourrait contraindre certains à les accepter.

Les frontières, les nationalités, la couleur des cartes d'identité, les patrons s'en moquent, eux qui transfèrent leurs capitaux d'un bout à l'autre de la planète à la recherche des plus gros profits. Mais c'est pour eux un moyen de diviser les travailleurs entre eux, de refuser aux uns ce qu'ils ne peuvent pas encore refuser aux autres, en attendant de pouvoir le refuser à tous. C'est l'unité de la classe ouvrière qu'il faut leur opposer. Les travailleurs ne doivent connaître ni patries, ni frontières. Les seuls étrangers, les seuls inutiles, les seuls qui ne devraient plus avoir leur place nulle part dans le monde, ce sont les exploiteurs.

Mais de toute manière dans les grèves, dans les luttes, dans l'explosion sociale que le gouvernement est en train de préparer à force de mesures antiouvrières et anti-populaires de toutes sortes, ce qui compte et qui comptera, c'est le poids que chaque travailleur aura en tant que travailleur, pas la nationalité. Et c'est aussi par là que tous les travailleurs, français et immigrés, obtiendront leurs droits, tous leurs droits.

Arlette LAGUILLER

CHIRAC AU "WASHINGTON TIMES"

Les "aboiements" pour la galerie, le cynisme pour les choses sérieuses

"Ou bien je vous dis ce que je pense et vous ne pouvez pas me citer, ou bien vous le pouvez et je ne vous dis pas ce que je pense". Telle est l'alternative qu'a laissée Chirac au journaliste du *Whashington Times* venu l'interviewer, Arnaud de Borchgrave. On ne saurait dire plus clairement que gouverner, c'est mentir !

Mais voilà que, à la suite des contestations et démentis plus ou moins convaincus opposés par le gouvernement français aux articles du journaliste, celui-ci a finalement publié les commentaires de Chirac, sans que celui-ci d'ailleurs, apparemment pas si fâché que ça, s'en formalise outre-mesure.

En tout cas, pour une fois, on voit comment Chirac s'exprime vraiment, quand ce n'est pas pour la galerie. Car les gouvernants en tout genre sont capables d'en faire, des discours, des déclarations de fermeté, de morale ; Chirac le premier... Mais il sait que c'est du cinéma pour le bon peuple et, en privé, il ne se gêne pas pour le dire.

Prenez les services secrets. Si on l'avait questionné là-dessus publiquement, Chirac n'aurait pas manqué de vanter leur qualité, le dévouement des agents, leur sens moral et dieu sait quoi. Mais en répondant au journaliste américain, il a été plus franc : *"Vos services et les nôtres sont sans valeur et sont de surcroît tous infiltrés"* ! C'est tout !

Mais l'essentiel, c'est évidemment le problème du terrorisme et de la politique de la France au Moyen Orient. Ce n'est certainement pas par les déclarations publiques du gouvernement français qu'on peut savoir quelle est sa politique réelle. Mais là aussi, en privé, Chirac a été clair.

La Syrie responsable de l'attentat contre l'avion d'El Al qui a motivé la rupture entre la Grande-Bretagne et le régime de Assad ? On ne va pas la faire à Chirac. *"Rien n'est plus facile que de fabriquer ce genre de preuve"*, dit-il. Nous n'irons pas contredire le connaisseur qu'il est. Lui, il pense que c'est des gens du Mossad, les services secrets israéliens, qui étaient prêts à faire sauter un avion de leur propre pays pour fournir les "preuves" que la Syrie était responsable. Mais ce n'est pas ce que lui et ses amis politiques disent publiquement.

Et puis, ce terrorisme contre lequel il a appelé toute la population française à opposer le front de la fermeté, on ne va pas perdre de temps avec ça. *"L'occident ne doit pas s'autoriser à être détourné de son chemin parce que quelques bombes éclatent dans les rues de ses capitales"*. Car cette vague de terrorisme, *"ce n'est que de la petite bière"*, dit Chirac, *"à côté du problème majeur que je soulève aujourd'hui"*, qui est celui de la présence occidentale, en particulier française, au Moyen Orient.

Pour s'occuper de ce problème, d'après Chirac, les "aboiements" ne suffisent pas. Même si Chirac ne dédaigne pas lui-même de s'adonner à ce genre d'exercice. Car d'après lui, ce n'est pas avec ça que *"les gens vont se dire : bravo, ils ont des couilles au cul !"*.

Ce n'est pas très joliment dit, mais enfin, là aussi, c'est clair ! Le seul gros défaut que voit Chirac à cette politique des "aboiements", c'est qu'elle n'est pas efficace. En effet, le seul résultat de telles déclarations agressives, c'est d'après lui de heurter l'opinion arabe, et de *"miner la position des régimes arabes qui sont amis et alliés du monde occidental, par définition les modérés"*. Car bien sûr, un "modéré", c'est tout simplement... un défenseur des intérêts occidentaux.

Il est vrai qu'il y aurait une autre solution pour défendre ces intérêts. Par exemple, au lieu de se contenter "d'aboyer", les Etats-Unis pourraient *"devenir sérieux sur un envoi de "Marines"*. Là, dit Chirac, *"ce serait une politique avec laquelle nous pourrions n'être pas d'accord, mais au moins ce serait une politique"* !

Voilà donc ce qui inspire Chirac. En bon dirigeant de l'impérialisme français, rien d'autre ne compte que la défense des intérêts de celui-ci. Pour cela, tous les moyens peuvent être bons.

André FRYS

Le gouvernement s'attaque à la Santé les travailleurs peuvent lui faire perdre la sienne

Les administrateurs de la Caisse d'assurance maladie de la Sécurité sociale, réunis le 12 novembre, n'ont trouvé une majorité que pour accepter 2,5 milliards d'économies sur les 9 que proposait le ministre Philippe Séguin. La CGT a rejeté en bloc toutes les propositions, le CNPF les a toutes acceptées en bloc. Les autres syndicats ont accepté la refonte du remboursement des longues maladies à 100 %, et la suppression du forfait postal. Mais ils ont rejeté l'augmentation du forfait hospitalier de 23 à 31 francs, la limitation à 40 % du remboursement des médicaments dits de confort, la réforme des remboursements à l'hôpital qui prévoyait, entre autres, que ne seraient pas pris en compte pour une opération chirurgicale : l'anesthésie, les radios, les électro-cardiogrammes... qui permettent une fois cumulés d'obtenir le remboursement à 100 % de la plupart des actes.

L'avis des administrateurs de la Caisse d'assurance maladie n'est de toute façon que consultatif et le gouvernement en tiendra ou n'en tiendra pas compte pour présenter son projet. FO, syndicat qui par Maurice Derlin détient la présidence de la Caisse d'assurance maladie, s'est exprimé par la voix de Bergeron. Celui-ci dit rejeter les mesures de démantèlement de la Sécurité sociale, et refuser que soit instauré un système "à deux vitesses", où seuls seraient correctement protégés contre la maladie, ceux qui pourraient se payer des assurances complémentaires.

La CGT prépare une nouvelle journée d'action pour la défense de la protection sociale collective, pour le 27 novembre.

L'offensive du gouvernement et des patrons contre les travailleurs avance pas à pas. La Sécurité sociale est l'un des éléments d'un plan qui vise par ailleurs à remettre en question les retraites, à supprimer le paiement des heures supplémentaires et à rendre plus "flexibles" les travailleurs, à permettre de licencier quand on veut et comme on veut, à faire admettre la suppression du SMIC et les salaires à 2000 francs ou encore moins, à libérer les loyers et à permettre les expulsions, et la liste n'est pas close hélas.

Faire reculer ce gouvernement et sa politique pourrie, et lui faire ravaler ses mesures, est une nécessité impérative pour la classe ouvrière. Sinon en très peu de temps les travailleurs de ce pays peuvent se retrouver au niveau des travailleurs de pays qui appartiennent déjà au Tiers Monde. Le faire reculer est possible, car ce gouvernement craint les réactions des travailleurs. Oh, pas les déclarations de dirigeants syndicaux bien tranquilles, ni les journées d'action syndicales dont on sait quand elles commencent et quand elles finissent, pour lesquelles il suffit d'attendre que ça se passe. Mais ce que craint ce gouvernement de matamores pour la mise en application de sa politique, ce sont les mouvements qui s'étendent et qui échappent à tout contrôle et à toute prévision, qui menacent les profits et les cours de la Bourse, et qui font par là-même baisser la cote de l'équipe au pouvoir. Les hommes du gouvernement ont déjà montré qu'on pouvait les contraindre à des reculs. Aux travailleurs de faire en sorte de leur faire ravaler aussi les mesures en cours.

Louis GUILBERT

Médecins : l'ordre règne

La justice — la Cour de cassation — a rendu le 7 novembre un arrêt qui donne tort à trente médecins du département de l'Isère qui refusaient de payer leurs cotisations à l'Ordre des médecins, sous prétexte que les dirigeants de l'Ordre avaient pris des positions (sur la contraception, l'avortement) avec lesquelles les médecins n'étaient pas d'accord.

Le tribunal a donc jugé que *"les médecins sont tenus quelles que soient les prises de position de l'Ordre... de payer la cotisation"*. La gauche qui aurait pu supprimer l'Ordre ne l'a pas fait. Celui-ci existe donc toujours. La société est, paraît-il, "libérale", la médecine est plus que jamais "libérale". C'est au nom de la prétendue liberté des médecins et des malades que l'on vient de restreindre le secteur public dans les hôpitaux. Si c'était vraiment la liberté qui était en cause, alors pourquoi maintenir l'affiliation obligatoire à l'Ordre ?

La retraite complémentaire au même régime que celle de la Sécurité sociale

Un nouvel accord a été signé le 12 novembre entre les organisations patronales, la CGC et la CFDT, alors que la CFTC et FO réservaient leur réponse et que la CGT refusait sa signature. Il s'agit des retraites complémentaires de l'ARCCO, qui concerne la plupart des salariés non-cadres, et gère actuellement les cotisations d'environ 15 millions d'actifs et les pensions de 5,5 millions de retraités.

L'accord prévoit que les cotisations vont augmenter de 5 % et que les retraites vont baisser de 4%. Une fois encore, au nom de l'équilibre des caisses, ce sont les travailleurs et les retraités qui vont payer. Ce sont eux qui vont faire les frais de la démagogie du gouvernement précédent, qui pour masquer le chômage a fini par instituer la retraite à 60 ans, juste revendication des travailleurs, mais en la faisant payer par les caisses de retraites et pas par les responsables de la situation économique, les capitalistes.

Le rapport entre le nombre des cotisants et celui du nombre des retraités, surtout avec la montée du chômage, ne peut que continuer à creuser le trou des caisses. Et la retraite complémentaire, comme toutes les protections obtenues dans la période passée d'expansion, ne peut résister à la situation où la crise continue de s'aggraver. La seule évolution possible, c'est de faire cotiser de plus en plus les travailleurs pour qu'ils touchent de moins en moins une fois à la retraite. Ou alors il faut employer la force et faire payer les patrons.

L.G.

Charité rime avec pauvreté

En 1985, sept médecins ont créé une association, le Relais médical aux délaissés, REMÈDE, destinée à assurer des soins médicaux aux personnes privées de toute ressource et n'ayant aucun droit à la Sécurité sociale. Chaque semaine, ils consacrent une demi-journée au moins à des consultations médicales et des soins infirmiers pour tous ces laissés-pour-compte de la protection sociale. L'initiative est généreuse, certainement. Et l'objectif de ces médecins est de faire disparaître leur association le plus rapidement possible, en obtenant que change la législation sociale pour que tout le monde puisse accéder aux soins médicaux.

Qu'existe aujourd'hui en France une telle association est tout de même un signe de la régression des revenus de la population. Car l'existence d'organisations charitables est le pendant de l'existence de la pauvreté, du dénuement : d'après REMÈDE, il y a deux millions d'exclus de la protection sociale en matière de soins médicaux...

Au point qu'il faut aujourd'hui une "soupe populaire" de la médecine à côté des "restaurants du cœur".

Le n° 4 de la LUTTE DE CLASSE trilingue est paru

Au sommaire de ce numéro :

- ☐ **Espagne :** l'ETA, le socialisme et la classe ouvrière
- ☐ **Etats-Unis :** une poussée de l'extrême-droite ?
- ☐ **Chili :** le Parti Communiste et la lutte armée

Prix : 10 F. Envoi contre 12 F en timbres.

Myriam, notre camarade

Myriam Ginabat est morte samedi 8 novembre. Elle souffrait depuis un an et demi d'un cancer. Elle avait 30 ans.

Cela fait une dizaine d'années qu'elle militait à nos côtés, avec enthousiasme et sincérité. Très estimée et aimée parmi nous, elle avait cette grande qualité de savoir voir en chacun le meilleur. Sa confiance était communicative. Même atteinte d'une terrible maladie, et aussi longtemps que celle-ci lui a laissé un peu d'énergie, elle est restée elle-même, avec un amour de la vie et un espoir qui nous touchaient profondément. Et, tant qu'elle l'a pu, elle a continué à vivre comme elle avait choisi de le faire, pour défendre ses idées.

Nouveau Code de la nationalité :

Pour rendre plus précaire la situation de la classe ouvrière.

Le nouveau Code de la nationalité a donc été adopté le 12 novembre par le Conseil des ministres. Ce qu'il modifie pour l'essentiel, c'est qu'il enlève aux enfants nés en France de parents étrangers l'attribution automatique de la nationalité française.

Ils devront dorénavant, entre 16 et 23 ans, faire une démarche devant le tribunal d'instance pour demander la nationalité française. Ce qui pourra leur être refusé pour "vol", "usage de drogue", ou "mauvaise connaissance de la langue française".

Le nouveau code retire également la possibilité d'acquérir la nationalité par le mariage au bout de six mois de vie commune, comme les lois actuelles le permettent.

Pour ceux qui se marieront avec un citoyen ou une citoyenne français, il leur faudra faire une demande de naturalisation et l'administration aura 18 mois pour accepter ou refuser.

Chalandon, ministre de la Justice et auteur du projet, prétend que le nouveau Code est fait pour que *"la nationalité française corresponde au choix de l'individu"*. Mais c'est sans leur laisser le choix qu'il impose des tracasseries supplémentaires à toute cette catégorie d'individus que sont les enfants d'étrangers nés en France.

On nous dit que, pour acquérir la nationalité française, dorénavant *"il faudra le vouloir"*. Mais on devrait ajouter qu'il faudra surtout aussi que l'administration le veuille bien. Et le moins qu'on puisse dire, c'est que la bureaucratie française n'a pas spécialement la réputation d'être bienveillante à l'égard des étrangers.

Les obstacles mis aujourd'hui à l'acquisition de la nationalité française vont donc contraindre une fraction de population à se retrouver face à l'administration et aux tribunaux. Et dans cette confrontation, ce sont les plus démunis qui vont se retrouver en situation plus difficile.

Il ne s'agit pas pour le gouvernement de ralentir le flux migratoire pour autant. Le journal *Le Monde* du 11.11.86, dans la rubrique "bibliographie" de ses pages économiques, présentait un livre paru récemment qui explique que l'économie française a besoin d'immigrés clandestins, que ce sont les chefs d'entreprises qui font appel à eux et qu'ils bénéficient de la complicité de l'Etat. L'économie française ne peut pas se passer des immigrés. Mais elle exige des travailleurs de plus en plus "flexibles", "mobiles", "dociles". Et, que ce soit à l'encontre des travailleurs français ou à celle des travailleurs immigrés, tout est bon pour les mettre dans une situation de plus en plus précaire, de façon à leur faire accepter n'importe quel travail à n'importe quel prix et à n'importe quelles conditions. De même qu'il faut aux patrons de plus en plus d'intérimaires, il leur faut de plus en plus de travailleurs ne jouissant pas de tous les droits du pays.

Chalandon a mis sur pied son Code de la nationalité dans ce but, même si accessoirement cela lui sert aussi en faisant de la démagogie contre les étrangers avec les moyens du gouvernement, à essayer de prendre des voix à ses concurrents d'extrême-droite.

Louis GUILBERT

Aménagement du temps de travail :

Séguin veut poursuivre ce que les socialistes avaient commencé.

Avant la fin du mois, Philippe Séguin, le ministre des Affaires sociales, doit présenter son projet d'ordonnance sur l'aménagement du temps de travail.

Sur ce terrain, comme sur bien d'autres, ce sont les socialistes qui avaient déblayé le terrain devant les patrons, en faisant voter in extremis en février dernier la loi sur la flexibilité du temps de travail, la loi Delebarre, du nom du ministre socialiste du Travail de l'époque.

Le projet d'ordonnance de Séguin ne fait que reprendre les dispositions de son prédécesseur socialiste, en les aggravant pour les travailleurs, c'est-à-dire en donnant satisfaction aux patrons sur les rares points qui ne les comblaient pas dans la loi Delebarre.

Avec le projet Séguin, l'horaire hebdomadaire de travail est de 39 heures. Mais, comme avec la loi socialiste sur la flexibilité, il ne s'agit là que d'une moyenne calculée sur l'année : c'est-à-dire que les patrons pourraient faire travailler leurs salariés plus certaines semaines, moins d'autres, à condition que la moyenne annuelle soit de 39 heures ; l'horaire hebdomadaire maximum étant de 44 heures.

Pour que les patrons puissent bénéficier de ces dispositions, il faudra qu'un accord soit signé avec les syndicats. Mais, alors que la loi Delebarre n'autorisait que les accords de branche, le projet de Séguin prévoit aussi des accords d'entreprise, et même d'établissement, donnant ainsi satisfaction aux patrons sur la seule disposition qu'ils contestaient dans la loi Delebarre. La seule limitation prévue par le projet Séguin, c'est l'opposition d'un ou plusieurs syndicats totalisant plus de 50 % des suffrages aux élections professionnelles.

Ces accords sur l'aménagement du temps de travail ne sont plus conditionnés par la réduction du temps de travail : la loi Delebarre "compensait" ainsi, pour les travailleurs, la flexibilité du travail, en n'autorisant les patrons à faire travailler leurs salariés jusqu'à 41 heures qu'à condition que la moyenne annuelle soit de 38 heures, et jusqu'à 44 heures à condition que la moyenne annuelle soit de 37 heures 30. Avec le projet Séguin, ce serait 44 heures maxi pour une moyenne annuelle de 39 heures.

Enfin, dernière disposition du projet Séguin, le travail de nuit des femmes serait autorisé, par dérogation au Code du travail.

Il n'est pas surprenant que le CNPF applaudisse un tel projet, puisqu'il assouplit encore plus en faveur des patrons le projet de loi socialiste que le CNPF avait déjà applaudi en son temps.

Une loi anti-ouvrière succède donc à une loi anti-ouvrière. Mais le problème n'est pas seulement, ni même principalement, la loi : c'est ce qui se passe réellement, sur le terrain, dans les entreprises. Et de ce point de vue les dispositions prévues par Séguin ne feraient que rendre légales des pratiques qui, bien qu'en marge du Code du Travail, sont déjà appliquées par bien des entreprises... Alors, les empêcher n'est pas une question de loi. C'est d'abord une question de rapport de force.

Et il dépendra avant tout de la réaction des travailleurs que de telles mesures puissent être appliquées dans les entreprises, ou au contraire qu'elles ne puissent pas l'être.

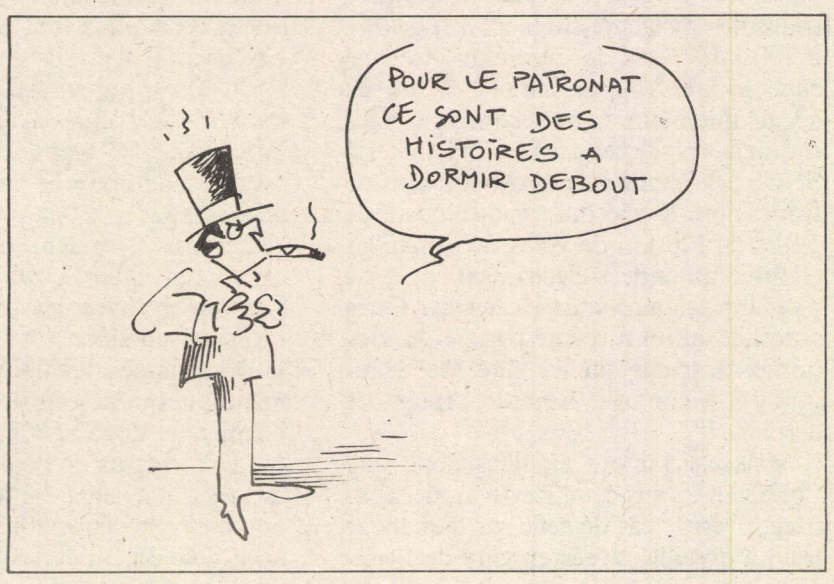
Jean-Jacques FRANQUIER

Pour garder la santé.

"Physiologiquement, l'homme est programmé pour faire trois siestes dans la journée, à raison d'une toutes les quatre heures, entre 9 heures et 17 heures". Telle est la découverte que deux chercheurs ouest-allemands de l'institut de psychiatrie Max-Planck viennent de faire.

Ils préconisent de surmonter cette programmation par le travail ou le café. Ce qui n'est pas spécialement naturel et n'est pas le meilleur pour la santé. Ils ont reçu un prix de 16.000 francs pour leur découverte, attribué par la société européenne pour la recherche sur le sommeil. Ils le méritaient bien.

Nous, en tout cas, on est prêts à les croire... les yeux fermés. Reste à convaincre le patronat.



Une loi sur les loyers... grosse comme une maison.

La nouvelle loi sur le logement du ministre Méhaignerie a été adoptée par le Sénat et elle devrait l'être bientôt par les députés.

Cette loi prévoit notamment de libérer complètement les loyers de certaines catégories d'immeubles anciens et ceux de tous les immeubles neufs, ce qui se traduira par leur augmentation brutale (20 % à Paris, estime la Confédération Nationale du Logement).

Elle prévoit aussi de laisser toute latitude aux propriétaires pour "aligner" leurs loyers sur ceux du voisinage. Mais le Sénat en a encore rajouté, en accordant aux propriétaires le droit d'effectuer cette révision à la date de publication de la loi, y compris pour les loyers en cours. Quant aux HLM, là aussi les sénateurs ont prévu de leur laisser la bride sur le cou...

La liberté des loyers, c'est la liberté de jeter à la rue les locataires qui ne pourront plus payer. Et ça vise tous les travailleurs.

INTÉRIEUR

HORIZON 88

Serrez à droite, prenez vos tickets

Barre a qualifié Méhaignerie de *"meilleur ministre de l'Agriculture de la Ve République"*. Il paraît que c'était une... vacherie contre Chirac qui a occupé ce poste plus longtemps que Méhaignerie. Aussitôt le ministre a renvoyé à Barre l'ascenseur en affirmant que le candidat unique de l'UDF aux élections présidentielles de 1988 devrait être celui qui a *"le poids le plus lourd dans notre famille politique"*.

Tant d'abnégation de la part de leur chérubin, qui renonce par là à sa propre candidature aux Présidentielles de 1988 (où il n'a aucune chance), les supporters de Méhaignerie en ont été tout attendris. *"Il nous faut un candidat pour 1995"*, a déclaré l'un d'eux. *"Pierre Méhaignerie a un rendez-vous à ne pas manquer"*. *"S'il faut y passer j'y passerai"*, a répondu modestement celui-ci.

Les Présidentielles, ça se bouscule au portillon. Prenez vos réservations à l'avance.

BUDGET DE LA DÉFENSE

Les contorsions des députés socialistes

Mitterrand et Chirac avaient tenu à manifester leur accord à propos de la loi de programmation militaire, et Mitterrand avait enjoint les députés socialistes de voter le budget de la Défense pour bien marquer cet accord.

Mais ça n'était pas si simple pour les députés socialistes qui avaient, eux, à résoudre la quadrature du cercle : comment manifester qu'on est d'accord tout en manifestant quand même qu'on est dans l'opposition, et comment faire ressortir leur soutien au président de la République sans tout de même donner l'impression qu'on se met au garde-à-vous à son premier claquement de doigts...

Alors... les députés du PS ont choisi de ne rien faire du tout, de s'abstenir. De toute façon, qu'ils aient voté contre ou pour, cela ne changeait rien, et à vrai dire, tout le monde s'en fout, aussi bien Mitterrand que le gouvernement et que... les électeurs.

Mais ça ne fait rien, quand les députés socialistes ont des états d'âme, ils ne veulent surtout pas nous en épargner la publicité.

En termes fleuris, Hernu a tenu à faire savoir tout de suite que tout cela c'était de la foutaise, et, pour une fois, ce n'est pas nous qui le contredirons. Mais il est vrai que Hernu, lui, ne cherche pas à soigner son image auprès des électeurs, mais auprès des généraux, qui ne sont pas hommes à apprécier les coquetteries parlementaires.

CONSEIL NATIONAL DE LA GAUCHE

Un nouvel enrobage pour une pilule amère

Le 12 novembre s'est tenue la première réunion du Conseil national de la Gauche, un gadget, un fourre-tout dont Jospin avait annoncé le lancement en juin dernier et dont la composition évoque un inventaire à la Prévert.

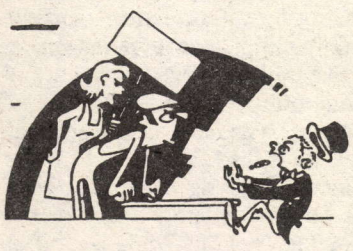
On y trouve pêle-mêle, autour des dirigeants du Parti Socialiste, quatre radicaux du MRG, un radical ex-MRG, une ex-PSU, un toujours gaulliste de gauche, deux ex-PC flirtant avec le PS, un écologiste et même... un absent : l'écologiste René Dumont qui, voyant la tournure que prenait ce conseil, est parti en claquant la porte.

Car ce Conseil de la Gauche n'est jamais qu'un vulgaire ramasse-miettes électoral, un emballage destiné à imiter celui de feu l'Union de la Gauche, mais dans lequel il n'y a plus le Parti Communiste. Il n'y a plus que le Parti Socialiste, avec quelques faire-valoir destinés à raccoler, à "fidéliser" comme on dit maintenant, l'ancien électorat de l'Union de la Gauche, raccrocher les gauchistes vieillissant, apâter les rénovateurs du PCF. Sans oublier de l'autre côté de draguer au centre : une mission particulièrement confiée, au sein du Conseil de la Gauche, à Olivier Stirn.

Est-ce que cela marchera ? Est-ce que, avec ce nouvel emballage, le Parti Socialiste réussira à attirer 40 ou 45 % des électeurs ? L'avenir le dira...

Mais, même si cette dernière magouille électorale devait attirer de l'eau au moulin du Parti Socialiste, ce ne serait que pour permettre à ses dirigeants de continuer la politique de Chirac comme Chirac a continué la leur.

Alors, non merci ! Les travailleurs ont déjà avalé cette pilule-là, et quel que soit l'enrobage, elle est amère !



DANS LES ENTREPRISES

SNCF-ORLÉANS

L'erreur humaine ou la politique de ceux qui jouent froidement avec la peau des autres

Jeudi 6 novembre, le train 52419 déraille en gare de Beaugency. Vers 8 h 30 une dizaine de wagons de la queue du train changent de voie, plusieurs déraillent, s'éventrent en se couchant sur la voie. Deux d'entre eux finissent leur course contre la locomotive Diesel d'un train qui devait partir d'une voie de garage. Il n'y aura pas de blessés, mais les dégâts matériels sont très importants. Les deux voies Orléans-Tours et Tours-Orléans sont complètement bloquées.

A l'origine de l'accident, un aiguillage qui aurait été fait quelques secondes trop tôt sous les roues des derniers wagons du train 52419, sans doute à cause d'une erreur de levier.

Sur cette ligne (Paris-Bordeaux), les trains de voyageurs circulent à 160 voire à 200 km/h et cela aurait pu être une catastrophe. Nous ne sommes même pas ici sur une petite ligne secondaire, mais sur un des plus gros axes ferroviaires. La SNCF y a même investi des millions de francs pour la télécommande à partir de Tours de 120 km de voies. Les aiguilles étant commandées électriquement et ne pouvant se faire sous les trains. Cette automatisation a même permis de supprimer 3 agents sur les gares de Beaugency et Meung-sur-Loire en septembre dernier.

Mais certaines aiguilles ont été "oubliées" dans cette fièvre modernisatrice. C'est le cas de celle sur laquelle le train a déraillé, située en gare de Beaugency et qui permet de garer les trains de desserte marchandises qui livrent les wagons. Elle est restée manuelle parce que son automatisation n'entraînait pas de suppression supplémentaire d'agent.

Alors, bien sûr, il existe une sécurité qui empêche de manœuvrer ces aiguilles manuelles, mais seulement quand les trains ne sont pas encore arrivés en gare. Dès que les convois sont à hauteur de la gare, la sécurité se libère.

Les commentaires et les titres de la presse locale et nationale mettent tous en évidence l'erreur humaine à l'origine de l'accident, désignant le cheminot qui aurait manœuvré l'aiguille.

Mais, peut-on parler d'erreur humaine quand ceux qui font la politique et ceux qui la font appliquer savent, eux, ce qu'ils font. Ils savent qu'il faut 10 à 20000 F pour installer une aiguille à moteur électrique avec un dispositif interdisant sa manœuvre tant qu'un essieu est à proximité pour éviter ce type d'accident.

Certains en étaient même si peu fiers qu'ils ont interdit aux cheminots de s'entretenir avec les journalistes sous peine de sanctions.

Douffiagues (le ministre) en août dernier disait que la sécurité n'est pas le problème n° 1 de la SNCF.

Les accidents de l'été 1985 et les promesses qui avaient été faites à leur suite ont bien vite été oubliés par ceux qui nous gouvernent et nous dirigent.

Mécontentement à l'hôpital de Saint-Nazaire

Des économies draconiennes sont envisagées au centre hospitalier de Saint-Nazaire. Et bien entendu, c'est sur le dos des salariés de l'hôpital que cela est prévu !

Déjà, dès l'annonce des mesures envisagées, en mars 1986, le personnel avait réagi vivement à l'hôpital. Depuis, une certaine effervescence agite le personnel. Entre autres, une manifestation en ville, appelée par la CFDT et la CGT, a regroupé 300 personnes le jeudi 16 octobre. Une telle manifestation à l'hôpital ne s'était pas vue depuis longtemps.

C'est sans doute pour cela que le directeur s'est cru obligé d'écrire à chacune d'entre nous une longue lettre de 5 pages dans laquelle il tente de justifier sa politique et dans laquelle, également, il énonce tous les mauvais coups qu'il envisage, entre autres :

— politique plus serrée de remplacement de personnel (avec remplacement seulement du deuxième absent... à 75 %). A ce sujet, il fait tout un procès contre l'absentéisme qui serait cause, à l'en croire, de tous les malheurs de l'hôpital.

— fermeture partielle ou définitive de certaines ailes de soins.

— suppression immédiate de 3,5 jours de congés locaux qui, pour le directeur, sont anachroniques dans la situation actuelle.

— suppression de repas sur le temps de travail

— réductions des chevauchements entre les différentes équipes de travail.

Et il demande notre compréhension !

En tout cas sa lettre n'a pas empêché un nouveau débrayage la semaine suivante. Deux cents personnes étaient présentes devant la porte où se tenait le conseil d'administration. Des filles ont dit que, plutôt que d'attendre devant la porte à ne rien faire, ce ne serait pas plus mal d'aller dire trois mots aux administrateurs, d'autant que parmi les administrateurs il y a le député Claude Evin, du Parti Socialiste.

Un nouveau débrayage le vendredi 7 novembre regroupait encore 200 personnes. Cette fois, on nous laissait dehors. Le député socialiste n'aime pas beaucoup nous voir en chair et en os lui demander des comptes ! En effet, par deux fois il a tenu à préciser qu'il ne voulait discuter qu'avec nos représentants syndicaux !

Le directeur ainsi que les administrateurs ont l'intention d'arriver à leurs fins. Mais les salariés de l'hôpital sont indignés et les actions menées juqu'à maintenant montrent qu'il n'est pas certain que les mauvais coups soient acceptés. D'autant que ce qui se passe à Saint-Nazaire se passe aussi ailleurs !

C'est aux autres travailleurs qu'il s'agit alors aussi de s'adresser. Ce qui pourrait être plus efficace que d'aller discuter avec le député socialiste, dont le parti n'est de toute façon même plus au gouvernement pour menacer les autorités et le gouvernement.

INTERNATIONAL

EGYPTE

Moubarak, entre les diktats du FMI et la peur de l'explosion sociale

Une aggravation notable de la politique d'austérité qui pèse sur les masses populaires égyptiennes, tel devrait être le principal effet pour celles-ci du changement de Premier ministre qui est intervenu dimanche 9 novembre au Caire. L'ancien Premier ministre du régime de Moubarak, Ali Loutfi, est accusé en effet d'avoir gardé trop longtemps un optimisme sans rapport avec la situation économique réelle du pays, et le rôle assigné à son successeur serait d'y mettre bon ordre.

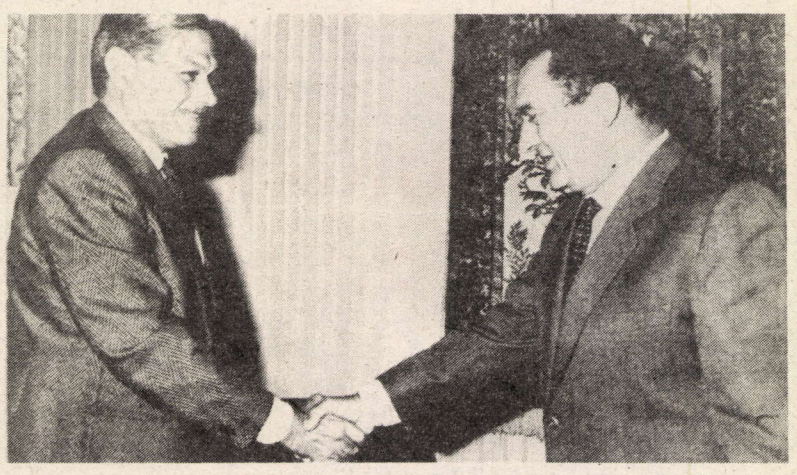
L'Egypte connaît, comme tous les pays sous-développés, la terrible pression d'une dette extérieure contractée auprès des banques occidentales, et qui se monte, dans son cas, à 36 milliards de dollars. Ces dernières années, la situation financière de l'Egypte avait pu sembler s'améliorer. Une des raisons en était la récupération des puits de pétrole du Sinaï et la découverte de nouveaux gisements pétroliers, qui lui avaient permis des rentrées appréciables de devises. Mais les cours du pétrole se sont effondrés, et ces rentrées se sont taries. La perte est estimée à quelque 1,2 milliard de dollars.

A cela s'ajoute la perte d'une autre ressource. L'Egypte, un des pays arabes les plus peuplés, connaît traditionnellement une forte émigration de travailleurs qui vont gagner leur vie en Arabie Saoudite ou dans les émirats pétroliers du Golfe arabo-persique. Ils sont à l'heure actuelle quelque deux millions. Or la baisse des revenus des pays pétroliers retombe, en premier lieu, sur ces travailleurs. Ceux-ci auraient déjà réduit de moitié les virements (environ 4 milliards de dollars) qu'ils adressaient à leur famille restée en Egypte. En outre, l'Arabie Saoudite, qui emploie près de trois millions de travailleurs étrangers, s'apprêterait à en renvoyer quelque 600 000, dont bon nombre d'égyptiens.

Ainsi, directement et indirectement, les conséquences de la crise mondiale, la baisse des cours des matières premières et, entre autres, du pétrole retombent sur un pays comme l'Egypte dont les masses populaires connaissent déjà en temps ordinaire — si l'on peut dire — une misère profonde. Si la manne pétrolière a contribué à créer quelques richesses dans les pays arabes, celles-ci ne sont pas en Egypte, mais dans les émirats pétroliers. A l'Egypte, il ne restera que les bouches à nourrir.

Mais le Fonds Monétaire International, gardien de l'ordre financier imposé par les pays impérialistes, n'en a cure. Soucieux d'imposer que le paiement des intérêts de la dette égyptienne ne souffre aucun retard, il a demandé au régime de prendre des mesures d'austérité qui lui permettent de compenser la baisse des recettes extérieures.

Comme dans le cas de la Tunisie et du Maroc il y a quelques années, une des principales mesures envisagées est l'augmentation des prix des produits de première nécessité. Actuellement, au prix d'une subvention budgétaire, un certain nombre de ces prix sont bloqués, à un niveau juste suffisant à vrai dire pour que la population ne meure pas de faim. Mais, périodiquement, les gouvernements et le FMI à la recherche d'économies budgétaires envisagent de supprimer tout ou partie de ces subventions, quitte à entraîner une aggravation dramatique des conditions de vie des masses populaires. Car, bien sûr, il n'est pas question pour eux de toucher aux dépenses d'armement — avec quoi le régime se défendrait-il contre ces mêmes classes populaires ? — ni aux dépenses inutiles en tout genre qui enrichissent les privilégiés du régime et les trusts impérialistes.



Loufti "remercié" par Moubarak alors qu'il vient d'être "démissionné" le 9 novembre dernier.

Tel est donc le rôle assigné, ouvertement, au nouveau Premier ministre Atef Sedki. Et la seule chose qui le freinera, la presse le dit tout aussi ouvertement, c'est la peur d'une explosion sociale. On a assisté, en Tunisie et au Maroc, à de telles explosions, lorsque les gouvernements ont voulu augmenter le prix du pain. En Egypte même, des révoltes du même ordre se sont produites à plusieurs reprises, en réponse à des augmentations de prix décidées par le régime et celui-ci, à plusieurs reprises, a dû reculer.

Alors, la seule chose qui pourra être salutaire, pour les masses populaires égyptiennes, ce sera de continuer à insuffler à leurs possédants et à tous les financiers du monde cette crainte de l'explosion sociale, cette peur, au fond, de la révolution.

André FRYS

ARABIE SAOUDITE

Cheikh Yamani s'en va et, avec lui, la légende de l'enrichissement des pays pétroliers

Le 29 octobre, le roi Fahd d'Arabie Saoudite a limogé son ministre du pétrole, Cheikh Yamani. Dans cet Etat qui est encore une monarchie de droit divin, cela aurait pu n'être qu'un fait divers. Mais Cheikh Yamani, qui occupait son poste depuis 1962, s'était fait un nom à l'échelle internationale. Et ce nom était même devenu pendant quelques années le symbole même de la politique pétrolière, non seulement de l'Arabie Saoudite, mais de l'ensemble de l'OPEP, cette organisation des pays producteurs de pétrole qui, à en croire les journaux, était devenue la nouvelle puissance financière qui mettait à genoux l'économie des puissances occidentales.

Il s'agissait d'une légende, bien sûr. L'augmentation des prix du pétrole obtenue après 1973 par une OPEP dont Cheikh Yamani paraissait le chef d'orchestre a, en définitif, bien plus profité aux trusts occidentaux qu'aux Etats producteurs de pétrole. Il est vrai que l'illusion pouvait demeurer tant que les cours du pétrole étaient élevés. Mais elle s'est déchirée avec leur écroulement. Tous les talents de négociateur d'un Cheikh Yamani n'ont rien pu y faire et n'ont rien sauvé, même pas sa place.

L'Arabie Saoudite elle-même, que d'aucuns présentaient il y a quelques années comme un des nouveaux pays riches de la planète, n'a jamais échappé en fait à la dépendance. Tirant la quasi-totalité de ses revenus des produits de la vente d'une unique matière première, le pétrole, elle a payé cher les conséquences de la crise, elle aussi, dès que la demande de ce produit a chuté ou commencé à croître moins vite.

Il ne reste pas grand-chose aujourd'hui de l'énorme campagne d'intoxication qui, au début des années soixante-dix, tendait à présenter les pays de l'OPEP comme des pays richissimes. La réalité qui reste est celle de pays pauvres, sous-développés, dépendant plus que jamais d'un marché mondial entièrement dominé par quelques pays impérialistes et qui se débattent avec une dette qui ronge inexorablement leurs revenus et le niveau de vie de leur population. L'Arabie Saoudite elle-même, que l'on a longtemps présentée comme le banquier des pays pauvres, serait amenée à s'endetter d'ici deux ans.

L'écroulement des revenus pétroliers est, d'abord, le résultat de la crise des pays industriels, où la production stagne quand elle ne diminue pas, crise qui a provoqué l'effondrement des cours de toutes les matières premières, pétrole compris. Et la volonté des pays les plus riches de diversifier leurs sources d'énergie, en ayant recours par exemple au nucléaire, s'est traduite par des investissements en équipements dont les industriels de quelques pays riches ont été les seuls à profiter.

Mais, même durant la période prétendument faste pour les pays pétroliers, quand les prix du pétrole s'envolaient, ce sont avant tout les pays riches qui ont profité de la situation. Les industriels français, allemands ou américains payaient certes leur énergie beaucoup plus cher. Mais cet argent supplémentaire dépensé leur est en fait revenu sous d'autres formes. Les pays de l'OPEP ont placé leurs capitaux dans les banques occidentales ou les ont dépensés sous forme de commandes d'équipement ou de matériel militaire. Et même lorsque la caste privilégiée qui dirige l'Arabie Saoudite se faisait construire une université somptueuse ou un des plus grands aéroports du monde, cela faisait avant tout la fortune d'entreprises occidentales telles que Bouygues, Dassault ou Thomson.

La plupart des Etats des pays pétroliers se sont endettés auprès des pays riches pour se doter d'équipements qui, aujourd'hui, ne leur servent à rien ; ni leurs raffineries, ni leurs supertankers, ni leurs installations de prestige. Mais par contre la dette qu'ils ont contractée, en comptant sur des recettes pétrolières qui auraient continué de croître, reste dans les comptes des banques occidentales, et celles-ci n'oublient pas de faire payer les intérêts.

L'OPEP, qu'on présentait comme capable d'imposer ses prix aux pays riches, en est à alterner une politique consistant à baisser la production pour tenter de maintenir les cours, et une autre qui consiste à vendre le plus de pétrole possible, quitte à vendre aux plus bas prix. Cela ne réussit pas à enrayer la baisse des revenus des pays pétroliers. Par contre, cette baisse se traduit par d'énormes surprofits pour les trusts des pays riches, qui ne diminuent pas les prix de leurs produits fabriqués, alors que le coût de l'énergie qu'ils utilisent baisse considérablement.

Il est vrai que quelques richissimes privilégiés des pays pauvres en profitent aussi, tout simplement parce que, en plaçant leurs capitaux dans les banques occidentales, ils sont devenus eux aussi des capitalistes occidentaux. Cheikh Yamani lui-même, qui était dans la monarchie saoudienne un "roturier", n'a pas tout perdu avec sa place de ministre puisqu'il vient de racheter, entre autres investissements personnels, le groupe horloger suisse Vacheron-Constantin. Mais cela montre bien à quoi se limite, finalement, toute la légende de l'enrichissement des pays pauvres par la manne pétrolière. Ce sont les trusts des pays riches qui se sont enrichis, et aussi quelques privilégiés des pays pauvres qui ont réussi à s'intégrer dans la bourgeoisie mondiale. Mais leurs pays, eux, ne sont pas sortis du sous-développement.

P.N.

INTERNATIONAL

AFRIQUE

Sommet de Lomé

Une fois l'an, le gouvernement français passe en revue ses complices africains

Le 13 novembre s'ouvre à Lomé le 13e sommet franco-africain. Mitterrand y sera présent, et aussi Chirac. Et tout le petit monde politicien français est à l'affût du moindre couac de la "cohabitation", à cette occasion.

Mais, pour reprendre les mots de Mitterrand, *"La France parlera d'une seule voix"* : comme sur tous les problèmes importants pour la bourgeoisie française, Mitterrand et Chirac sont non seulement d'accord, mais tiennent à le paraître. Cela a été le cas du budget de la Défense, cela sera le cas de la "coopération" franco-africaine : trop d'intérêts d'entreprises françaises sont en jeu dans cette partie du monde... L'exploitation féroce par le capital français de populations parmi les plus pauvres du monde nécessite l'assistance permanente de l'impérialisme français aux dictatures qui livrent leurs peuples à l'exploitation française.

Au moment où les dirigeants français font mine de condamner la dictature raciste d'Afrique du Sud, c'est une belle brochette de dictateurs, tous soutenus par l'impérialisme français, qui va entourer Mitterrand et Chirac. Hissène Habré, le dictateur tchadien, dont le régime ne tient que grâce à l'aide militaire permanente de la France, tandis que ses troupes se livrent au rançonnage des populations de toute la région tchadienne qu'elles contrôlent. Eyadema, le dictateur togolais, dont la capitale accueille ce sommet et où des renforts militaires français ont dû débarquer il y a un mois pour l'aider à faire face à une tentative de coup d'Etat. Pour ne citer que les dictateurs qui ont bénéficié le plus récemment de "l'aide" française.

Les pays d'Afrique sont pauvres, très pauvres, et leur pauvreté a une cause : le pillage auquel se livrent là-bas les pays impérialistes, la France en tête. Pillage direct par des compagnies françaises. Ou bien pillage indirect, par le remboursement des dettes contractées au fil des ans auprès des banques occidentales, pour installer des usines qui ne rapportent qu'à ceux qui les ont vendues.

Les banques prêtent toujours à l'Afrique, et en tirent des bénéfices considérables. En 1985, le FMI a prêté aux pays africains sud-sahariens 642 millions de dollars, qui devraient rapporter à cet organisme... 1,2 milliard de dollars, deux fois la mise ! Toujours en 1985, les banques occidentales ont prélevé sur ces pays, 3,1 milliards de dollars. Et, s'ils ne trouvaient pas à emprunter, certains pays africains devraient consacrer 100 % de leurs exportations à rembourser leur dette !

Alors, de temps en temps, les Mitterrand et les Chirac vont tenir un "sommet" avec les dictateurs africains, pour s'assurer de leur fidélité et les assurer qu'en cas de problème ils auront comme toujours le soutien militaire de l'impérialisme français. C'est la condition pour que celui-ci puisse continuer à piller l'Afrique.

Jean-Jacques FRANQUIER

Mitterrand, un œil particulier sur la Guinée

Première étape du voyage africain de Mitterrand avant de se rendre au sommet de Lomé : Conakry, capitale de la Guinée. Il faut dire que la France y a des intérêts puissants et le voyage de Mitterrand y prend des allures de tour du propriétaire... Tour que Mitterrand a des raisons particulières d'effectuer lui-même, puisque c'est sous sa présidence que la Guinée retourna sous la coupe de l'impérialisme français.

Car en 1958 la Guinée, alors colonie française, avait voté "non" au référendum de De Gaulle sur l'indépendance-association devant instituer la "Communauté française" d'Afrique. La Guinée devenait aussitôt un Etat indépendant, mais quelque peu coupé du marché mondial du fait de l'hostilité de la France au gouvernement de Sékou Touré.

En 1982, le pays était ruiné par la crise et l'effondrement des prix des matières premières. La politique de la Guinée changea, et Sékou Touré prit, pour la première fois depuis l'indépendance, le chemin de Paris.

Depuis Sékou Touré est mort (1984) et son remplacement a facilité la modification des relations avec la France... Et, en deux ans, quelle modification ! Nombre de sociétés françaises y ont repris pied.

En juin 1985, le ministère guinéen du Plan signait avec la société française SODETEG un contrat de 5,3 millions de dollars pour l'assistance technique à l'économie guinéenne. L'Institut français de Développement International, l'IDI, était chargé d'établir un bilan des entreprises guinéennes étatiques, pour déterminer lesquelles étaient "récupérables" et lesquelles devaient être fermées. Seules les entreprises françaises avaient accès au résultat de ces études...

En décembre 1985, les six banques d'Etat guinéennes étaient démantelées. A leur place, trois banques étaient autorisées à développer leurs activités en Guinée : la

BIAG, dénomination guinéenne de la Banque Industrielle de l'Afrique Occidentale, banque française, chargée de gérer les ressources provenant des exportations minières du pays, seule source de devises... ; la BICIGUI, filiale commune de la BNP et de l'Etat guinéen aidée par un prêt de la Caisse Centrale de Coopération Economique (une banque française), autorisée à ouvrir des guichets dans tout le pays ; et la SGBG, c'est-à-dire la Société Générale... En attendant d'autres opérations plus profitables, ces trois banques prélèvent désormais d'office une dîme de 2 % sur toutes les opérations qui leur sont confiées par leur clientèle.

Dans la foulée, les compagnies guinéennes d'assurances étaient démantelées et remplacées par des compagnies françaises, au premier rang desquelles l'UAP. Et tout le reste est à l'avenant : la Société Commerciale de la Guinée (société d'Etat) s'est associée aux compagnies françaises SCOA et CFAO, ce qui a conduit à confier à ces dernières le monopole de l'importation des denrées de première nécessité. La compagnie Delmas-Vieljeux (groupe d'armateurs français) a obtenu le monopole du transport et du transit de toutes les marchandises.

En 1985, la France a prêté 630 millions de francs à la Guinée, qui arrive ainsi au deuxième rang des "bénéficiaires" de l'aide française. Et la Caisse Centrale de Coopération Economique a prêté pour sa part, toujours la même année, 524 millions de francs. Des prêts qui ont permis aux sociétés françaises de mettre la main sur toute l'économie du pays en un temps record... Et dont le peuple guinéen aura à payer les intérêts.

J.-J. F.

Une usine inutile que le peuple camerounais paye encore

Il en est des pays d'Afrique comme de tous les pays sous-développés : ils croulent sous les dettes contractées auprès des banques des pays impérialistes. Les années 1970 furent celles du mirage de l'industrialisation des pays pauvres : équipements pétroliers pour les uns, chantiers navals pour les autres, qui leur restent sur les bras, inutiles, dans une économie mondiale en crise.

Au Cameroun, ce fut l'épopée de la Cellucam — que rapporte *Jeune-Afrique Economie* —, énorme usine de transformation du bois en pâte à papier, dont la construction fut décidée en 1974, à une époque où toutes les études laissaient prévoir un marché en pleine expansion. La construction de l'usine nécessita des investissements de 268 millions de dollars, obtenus par l'Etat camerounais des banques occidentales. L'usine fut achevée en 1981. Or, à cette date, les cours mondiaux de la cellulose étaient de 300 dollars à la tonne, contre 800 escomptés, et 450 simplement nécessaires pour atteindre le seuil de rentabilité...

De plus, si les entreprises des pays capitalistes s'étaient précipitées pour fournir les installations de l'usine, elles n'avaient pas forcé dans la qualité : en mars 1982, l'unité de blanchiment explosait et, en décembre 1982, c'était le tour de la chaudière. L'usine était paralysée, ses 1.200 employés mis en chômage technique. Depuis, elle n'a jamais fonctionné, et l'Etat camerounais vient de décider d'arrêter les frais.

L'usine n'aura jamais servi. Ses installations vont rouiller en plein milieu de la forêt. Mais les dettes sont là, et la hausse du dollar les a aggravées : si, au moment de l'emprunt, 1 dollar valait 250 F CFA, en 1981, il valait 400 F CFA !

Gilbert MAQUIS

On n'échappe pas à Lomé

Houphouët Boigny, le président de la Côte-d'Ivoire, s'est senti froissé par un article paru il y a quelques mois dans un journal socialiste critiquant son régime. Il avait, du coup, décidé de bouder Mitterrand en ne participant pas au sommet de Lomé.

Mais voilà qu'aussitôt Chirac en personne a promis d'aller lui faire une visite de politesse, pour le convaincre de venir au sommet.

Encore un des avantages de la cohabitation : la France a désormais deux cordes à son arc pour chasser en Afrique !

La traditionnelle photo de famille du précédent sommet franco-africain de juillet 1985. (AFP)

Gabon

Comment être plus élu ?

Le président de la République du Gabon, Omar Bongo, a été réélu le 9 novembre avec exactement 100 % des suffrages. C'est net et sans bavures. Le Gabon est un pays où il n'y a pas d'opposants. Du moins, s'il y en a, ils ne sont pas électeurs. En tout cas leur suffrage ne s'est pas exprimé...

Bien sûr, à Paris, on sourit de ces élections truquées. Que voulez-vous, c'est Bongo, c'est le Gabon. Bien, mais hier les mêmes souriaient de l'ex-empereur centrafricain. Que voulez-vous, c'était Bokassa...

Mais qui soutenait Bokassa hier et soutient Bongo aujourd'hui, pour ne pas parler de quelques autres, sinon le gouvernement français ?

Car c'est grâce à des Bongo ou des Bokassa que les capitalistes français pressurent les peuples africains. Après tout, c'est bien grâce à des Chirac, des Mitterrand et autres marionnettes qu'ils pressurent la population française !

Opaques ou transparents :

Chers barbouzes

Cette fois, c'est juré : il n'y aura pas de "débordements" financiers à l'occasion du sommet franco-africain de Lomé. Il faut dire que, lors du précédent sommet tenu en Afrique, celui de Bujumbura, c'était un certain Yves Chalier, chef de cabinet de Christian Nucci, le ministre de la Coopération de l'époque, et surtout patron du "Carrefour du Développement", qui était chargé de la contribution financière française...

Alors, cette fois, il paraît que Chirac et Mitterrand sont tombés d'accord pour resserrer les cordons de la bourse : 10 millions de francs, tout compris.

A Lomé, c'est déjà en place. Une brigade spéciale de policiers français s'est installée, avec armes, munitions, postes de radio, 15 Peugeot et 15 Renault 18, pour assurer la protection des personnalités. C'est encore la France qui fournit cabines téléphoniques, matériel pour centre de presse, traducteurs, secrétaires. Et aussi des voitures : 10 R 25 ont été offertes en toute hâte pour le transport des délégations, le Togo ayant eu l'indélicatesse de se procurer des... Mercedes pour le transport des chefs d'Etat !

On ne veut plus entendre parler des histoires du Carrefour du Développement. D'ailleurs, l'organisme qui gère les fonds français s'appelle "Fonds d'Aide à la Coopération", ce qui n'a aucun rapport... Et la gestion des fonds sera saine. C'est bien simple, plusieurs dépenses seront portées directement au budget du ministère de la Coopération, *"ce qui permettra d'éventuelles régularisations ultérieures en cas de dépassement"*, explique candidement *Le Monde* du 12 novembre. Comme ça, personne ne pourra s'y retrouver.

A part cela, les comptes de la contribution française seront *"transparents"*, foi de barbouze !

INTERNATIONAL

USA

General Motors

De la fabrication d'automobiles à la tonte des coupons

General Motors, la grande firme automobile américaine, vient d'annoncer un plan de fermeture de onze usines d'assemblage et de pièces détachées dans les trois prochaines années, avec le licenciement de 29.000 salariés à la clé.

Dans l'automobile américaine, et chez General Motors en particulier, des contrats avaient été signés avec les syndicats, prévoyant baisse de salaires et réduction d'emplois (4.700 chez General Motors) en 1984. La récession de 1980-1983 se terminait, et ces sacrifices demandés aux travailleurs étaient présentés comme temporaires. Le profit revenu, l'emploi suivrait, disaient les patrons.

Eh bien, les profits sont revenus : en 1985, General Motors redevenait la première entreprise mondiale, gagnait 4 milliards de dollars de profit, et en 1986 elle prévoit encore 3 milliards de profit. Pour General Motors, ça roule !

Mais pas pour les travailleurs de General Motors, confrontés une fois de plus aux licenciements, à l'heure où la reprise américaine continue.

Car le marché de l'automobile aux USA est saturé. Il tourne autour de 10 millions de véhicules par an, et la concurrence entre grands groupes capitalistes est de plus en plus dure. General Motors veut donc réduire ses capacités de production et faire 500 millions de dollars d'économies par an. Et que feront-ils donc de cet argent ? Ils le placeront bien sûr, à court terme, à droite et à gauche, puisque cela rapporte maintenant de plus en plus, plus en tout cas que la production d'automobiles !

General Motors, la première entreprise mondiale du pays le plus riche du monde, alors que l'économie américaine tourne encore, peut faire des profits augmentés avec une production diminuée, à condition de licencier massivement. Le nombre des salariés touchés atteindrait au total, si l'on en croit un expert financier américain, de 60.000 à 120.000 salariés avec les sous-traitants.

GM pourra encore, avec ça, reconvertir une partie de son capital dans les placements spéculatifs. Tout un symbole de l'impasse dans laquelle se trouve aujourd'hui le capitalisme.

P.N.

Les fermiers américains pauvres à millions

On nous rebat les oreilles avec la dette colossale des pays du Tiers Monde, avec les 100 milliards de dollars et plus de dette extérieure du Mexique ou du Brésil. Mais cette énormité est relative. Les Etats impérialistes ont des dettes bien supérieures, en particulier le Japon et les Etats-Unis.

Mais il n'y a pas que les Etats. Ainsi les fermiers des USA, qui ont beaucoup emprunté durant des années pour produire toujours plus, ont maintenant 350 milliards de dollars de dettes ! Un tiers de cette somme emprunté auprès d'organismes d'Etat, 200 à 220 milliards auprès des banques. Le double de ce que ces banques ont prêté à toute l'Amérique Latine (*Le Monde*, 11 novembre 1986).

La surproduction agricole a mis en difficulté nombre de fermiers des USA.

Les dettes du Mexique, du Brésil, du Pérou... les banquiers américains savent bien que ces pays ne pourront jamais les rembourser, même en pressurant au maximum leur population. Et ils pourraient bien se contenter de sacrifier le remboursement du capital, pourvu que chaque année les intérêts tombent.

Mais il y a tout de même pour eux une question de principe : imaginez qu'ils passent l'éponge sur la dette mexicaine, qui sait si les gros fermiers américains ne viendraient pas eux aussi demander d'avoir droit au même traitement. Voyons donc, ce ne sont que de pauvres paysans, eux aussi !

JAPON

Pas de miracles

Après avoir enrichi les capitalistes, les chemins de fer du Japon leur sont vendus et les cheminots sacrifiés

Il n'y a pas qu'en France qu'on privatise les entreprises publiques. Cela se fait dans le monde entier, et en particulier au Japon où, après la *Nippon Telegraph & Telephone*, c'est au tour des *Japan National Railways* (chemins de fer nationaux) d'être touchés.

Les JNR ont une dette colossale de 232 milliards de dollars, selon des chiffres que cite *Le Monde* du 11 novembre. C'est le double de la dette du Brésil ! Mais ce n'est qu'une partie, environ la moitié, de la dette publique de l'Etat japonais.

Pourquoi ces dettes ? Parce que les JNR ont été, depuis leur création en 1949, mis au pillage par les politiciens et par les capitalistes, les uns créant des lignes locales là où se trouvait leur électorat, les autres (parfois les mêmes, d'ailleurs) bénéficiant des commandes imposées aux JNR par le pouvoir politique. La mafia politicienne et la mafia capitaliste s'enrichissaient ensemble.

Mais on ne peut éternellement vider les caisses. Actuellement, les seuls intérêts de la dette des JNR sont de 8,4 milliards de dollars pour 1986 (l'ensemble de la dette de la SNCF, en France, n'est que de 12 milliards de dollars ; ce que c'est que d'être des parents pauvres !).

Alors, finalement l'Etat a décidé de réagir. En remboursant ? En faisant rendre gorge aux capitalistes ? Evidemment non. En vendant les chemins de fer à six compagnies privées, ainsi que les terrains appartenant aux JNR. *Le Monde* écrit : *"Derrière la privatisation, se profile en réalité une énorme opération de spéculation foncière dans laquelle les grands groupes et le monde politique sont parties prenantes"*.

Les nouvelles compagnies de chemins de fer fermeront évidemment les lignes déficitaires, et surtout vont supprimer 61.000 des 270.000 emplois. Comme, au Japon, "on ne licencie pas", on fait désherber les voies aux conducteurs de trains ou on leur fait vendre des nouilles dans les gares, avec perte de salaire, évidemment. On cherche à les faire partir d'eux-mêmes. La direction prévoit ainsi 21.000 "départs volontaires". Et les autres seraient repris par le privé, selon des modalités qu'on ignore.

Parmi ceux qui sont ainsi conduits aux licenciements forcés, il y a essentiellement des membres du syndicat Kokuro, le principal syndicat des chemins de fer, et le plus combatif.

En Europe, on parle du "modèle japonais" pour inciter à travailler davantage ; et au Japon, on s'aligne sur le modèle européen pour se débarrasser des travailleurs. C'est ça le capitalisme : le nivellement par le pire.

A.V.

TCHAD

Les noirs desseins de Mitterrand

A propos du Tchad, Mitterrand a tenu à se montrer plus va-t-en guerre que Chirac. Alors que ce dernier la semaine passée faisait état de l'hostilité de la France à toute offensive de Hissène Habré contre les troupes libyennes qui occupent le nord du Tchad, Mitterrand a déclaré sur Radio France International à la veille du sommet franco-africain de Lomé : *"S'il doit y avoir reconquête (...) c'est une affaire tchadienne. La France peut y contribuer par sa logistique ; elle ne lésine pas sur l'aide technique, sur l'aide pratique, parfois sur l'aide militaire, mais elle n'entend pas procéder elle-même à une campagne du style de celle qui a vu en 1968-1969 le général De Gaulle et M. Pompidou lancés dans une opération qui a avorté par la suite."*

Si ça doit avorter, autant que ce ne soit pas les troupes françaises qui soient devant, dit notre fin stratège qui n'en conclut pas moins par *"allons-y partez !"* puisqu'il ajoute : *"Il n'y aura pas d'intervention militaire française, mais il y aura indiscutablement un soutien de la France pour permettre au Tchad de reconquérir son intégrité"*. Hissène Habré n'avait paraît-il pas attendu cette prise de position publique.

Les Jaguar français à N'Djamena.

La "stratégie" de Mitterrand n'a d'ailleurs rien de bien original pour l'armée française qui a une longue et riche tradition en ce qui concerne la mise en première ligne des troupes coloniales. Même lors de l'opération "Manta" au Tchad en 1983, cela avait commencé avec des troupes françaises, mais elles avaient bien vite été appuyées et en partie relayées par des troupes zaïroises et marocaines.

Alors à part ça, la France ne fait pas et ne fera pas la guerre en Afrique, c'est bien connu.

L.G.

ÉMEUTES DE CONSTANTINE

Les jeunes Algériens en ont ras-le-bol

On ne connaît pas les circonstances exactes, les détails de la manifestation de Constantine qui a tourné à l'émeute. Durant trois jours, samedi 8, dimanche 9 et lundi 10 novembre, la jeunesse de la ville s'est battue contre les forces de l'ordre. Le centre de la ville de Constantine, d'après les images de la télévision, serait ravagé. De nombreux immeubles publics, des bâtiments officiels (le siège du parti FLN — le parti unique —, de l'agence de presse, etc) ainsi que des banques ont été saccagés. Des magasins ont aussi été pillés.

Apparemment tout à commencé par une manifestation de la jeunesse universitaire qui voulait protester contre ses mauvaises conditions de vie (logement, transport, restaurants). Les jeunes lycéens s'y sont joints car ils craignent depuis plusieurs semaines une réforme du baccalauréat avec éducation politique et religieuse rendues obligatoires.

La police algérienne n'est pas plus maligne que la police française de mai 68 : par ses brutalités envers les manifestants, elle a, semble-t-il, réussi à transformer une manifestation à caractère corporatiste en une émeute de toute la jeunesse, car les jeunes travailleurs et surtout chômeurs des quartiers populaires sont rapidement venus en renfort. Ils s'en sont pris à tout ce qui rappelle le pouvoir, les autorités et la richesse.

Si la jeunesse a ainsi explosé, c'est qu'il y a de quoi. Les jeunes sont majoritaires dans ce pays a forte croissance démographique. Ils sont les premières victimes du chômage (taux officiel en 1984 : 16,9 % beaucoup plus qu'en France). L'Algérie malgré une tentative d'industrialisation reste un pays sous-développé. Le pétrole, qui représente 98 % des revenus en devises, connaît une grave chute des cours.

A côté de cela les *"inégalités sont criantes"* comme l'admettait, en 1985, l'organe officiel du FLN. Les couches aisées, les bureaucrates, les dirigeants de l'armée, les riches du secteur privé, etc., vivent dans le luxe. Le train de vie de l'épouse du président de la République Chadli, Halima Bourekba, fait scandale, dans ce pays où, officiellement, c'est toujours la tradition révolutionnaire qui est à l'honneur.

Et puis il y a la dictature de l'armée qui empêche toute expression. Alors oui cela a explosé.

Les autorités ont commencé par incriminer de prétendus "éléments hostiles à la Révolution", puis des repris de justice. Parmi les manifestants arrêtés, elles ont exhibé à la télévision trois truands ou prétendus tels. Le régime ne saurait reconnaître que c'est de lui-même que vient le mécontentement...

De nombreux manifestants ont été arrêtés, sont passés ou passeront devant des tribunaux. Les meneurs seront jugés par des tribunaux d'exception. Déjà on annonce qu'une cinquantaine de jeunes ont été condamnés à de lourdes peines de prison.

De Tunis au Maroc, en passant par l'Algérie, par-delà la diversité des régimes, c'est partout le règne de la police, des tribunaux, de la répression. Et c'est surtout partout la pauvreté aggravée par la crise et les mesures d'austérité que leur impose la politique des pays riches. Mais partout aussi on est au bord de l'explosion sociale.

André VICTOR

GRANDE-BRETAGNE

La libre concurrence dans les transports : La guerre des bus a commencé

Le 27 octobre, les grandes villes britanniques ont connu quelques-uns des plus beaux bouchons qu'on n'y ait jamais vu. Les centres-villes ont été brutalement mis au pas par une invasion de bus, mini-bus et micro-bus de toutes couleurs et dimensions. Glasgow a battu tous les records avec trois heures d'immobilisation totale de la circulation dans le quartier des gares, jusqu'à ce que les pompiers débloquent la situation en déplaçant sur les trottoirs des dizaines de véhicules en stationnement.

Cette gigantesque pagaille marquait tout simplement l'avènement de la "libre-concurrence" dans les transports urbains. Ce jour-là, dans toutes les villes du pays à l'exception de Londres, les bus ont cessé d'être un monopole municipal. Désormais, quiconque possède un véhicule respectant des conditions de sécurité minimales, peut déposer un horaire et un itinéraire de son choix.

Depuis le vote l'an dernier de la loi sur les transports concoctée par le gouvernement Thatcher, les municipalités de toute tendance ont préparé fièvreusement la privatisation des compagnies municipales. Le mot d'ordre était : rentabilisation. A titre d'avant-goût de la déréglementation des transports, des centaines de bus ont été mis à la casse, nombre d'itinéraires ont été abandonnés et surtout, des milliers d'emplois ont été supprimés : 1 900 à Manchester, 2 000 dans la région de Liverpool, 1 600 dans le Sud-Yorkshire, par exemple.

Et les choses n'en sont pas restées là. L'avènement de la déréglementation qui devait, selon Thatcher, rendre les transports plus efficaces et moins chers, n'a pas apporté que la pagaille.

Ainsi pour les prix. Dans plusieurs villes, les tarifs ont été augmentés dès le premier jour. Dans d'autres, la semaine suivante. Ailleurs, ce sont les cartes d'abonnement qui ne sont plus reconnues que sur certaines lignes ou bien les réductions pour les personnes âgées qui sont supprimées.

Quant à l'efficacité, parlons-en ! A Liverpool, un tiers des itinéraires ont disparu. Les ouvriers en équipe n'ont plus de bus le matin pour aller prendre leur poste. Même chose le soir où les services de grande banlieue sont souvent interrompus après six heures. En revanche, à Manchester, où quatre compagnies se disputent les itinéraires du centre-ville et organisent des loteries pour allécher le client, jamais on n'avait vu autant d'accidents aux arrêts de bus !

L'ironie de la situation, c'est qu'en fait de libre-concurrence, des estimations provisoires indiquent que plus de 70 % des bus "libérés" sont, désormais aux mains d'une poignée de compagnies nationales qui opèrent par filiales interposées.

Il est vrai que les discours enflammés du gouvernement sur la liberté et les bienfaits de l'esprit d'entreprise ne trompent plus grand-monde parmi les travailleurs. Dans plusieurs villes, les ouvriers des transports ont salué le grand jour en se mettant en grève contre l'aggravation des conditions de travail qui l'accompagnait. Ainsi, à Coventry, 300 conducteurs de bus viennent-ils de reprendre le travail au bout de quinze jours de grève, après avoir obtenu l'annulation de nouveaux roulements qui leur imposaient de rester au volant plus de cinq heures d'affilée.

Parmi les usagers également, il y a eu des mouvements de protestation. Ainsi, le matin du 27 octobre, à Handfworth, une banlieue ouvrière de Birmingham, un millier de travailleurs en colère ont bloqué spontanément les rues. Pour eux, la réponse au discours de Thatcher était claire et tenait en un slogan : *"La liberté veut dire bus gratuits"*.

François ROULEAU

Qu'est-ce qu'on est riche !

Le gouvernement ayant décidé une amnistie fiscale pour les capitaux illégalement détenus à l'étranger, moyennant toutefois une taxe libératoire de 10 %, 2,3 milliards de francs sont ainsi rentrés rapportant à l'Etat 230 millions. L'opération prendra fin le 31 décembre prochain.

On estime que les capitaux français détenus illégalement en Suisse sont de l'ordre de 100 à 120 milliards de francs. C'est une grosse somme : de quoi payer, bien au-dessus du SMIC, avec les charges sociales, un million de personnes pendant un an...

La gauche avait, paraît-il, fait fuir les capitaux. Comme on voit, la droite ne les fait pas rentrer. Chirac, le libéralisme, les privatisations c'est bien, mais cela ne vaut pas l'air pur des montagnes suisses et la tiédeur des coffres.

Molotov - London, auteur et victime de la même falsification du communisme

Le même jour, 8 novembre, Molotov, l'ancien bras droit de Staline, et Artur London, l'auteur de *L'aveu* qui dénonçait les purges staliniennes dont il avait lui-même été victime, viennent de mourir.

Ils étaient deux représentants de deux générations de dirigeants communistes staliniens, survivants de l'époque où Staline régnait en maître sur le mouvement communiste international.

La mort de Molotov a été représentée par le journal *Le Monde* comme celle du "dernier bolchévik", faisant ainsi volontairement du stalinisme le prolongement inévitable de la révolution bolchévique de 1917. Alors qu'au contraire c'est sur le cadavre de cette révolution ouvrière que la couche de parasites qui est aujourd'hui toujours au pouvoir en URSS s'est installée. C'est en assassinant des dizaines et des dizaines de milliers de militants révolutionnaires que les Staline et les Molotov avaient assis leur dictature.

Mieux vu de la presse française, parce qu'au lieu d'avoir été jusqu'au bout, un homme de Moscou il en a été finalement une victime, Artur London a, lui, été revendiqué par tous, même si c'est de façon différente. Pour l'historien Fejtö, dans *Le Figaro*, le fait que London n'ait pas entièrement renié ses idées et ait continué à se réclamer du socialisme est seulement la preuve que *"les illusions, même les plus pernicieuses, ont la tête dure"*. *Le Matin*, lui, se félicite bien entendu que London ait appelé à voter pour Mitterrand en 1981. Et dans *L'Humanité* Georges Marchais rend hommage à London, oubliant volontairement qu'au moment du procès de London, en 1952, *L'Humanité* criait avec les loups et même qu'en 1970 Marchais lui-même avait critiqué le film qui avait été tiré du livre de London.

London, ancien bureaucrate, ancien vice-ministre, victime de ces purges qu'il avait lui-même cautionnées, est devenu social-démocrate. Loin de renouer avec les idéaux de sa jeunesse, comme on a voulu le faire croire, sa dénonciation du communisme allait dans le sens de ceux qui identifient stalinisme et communisme.

Olivier BELIN

• Molotov, un fossile du stalinisme

Viatcheslav Molotov est mort d'*"une longue et grave maladie"*, a dit le communiqué de l'agence Tass. 96 ans : la maladie a été longue. Et c'est d'une certaine façon parce que cette grave maladie du mouvement communiste, le stalinisme, il l'a attrapée très tôt, que Molotov lui a survécu si longtemps.

Né en 1890, entré au Parti Bolchévique en 1906, directeur de *La Pravda* en février 1917, Molotov n'était cependant pas, au moment de la révolution, l'un des dirigeants bolchéviques de premier plan. Lénine disait de lui qu'il était *"le meilleur employé de bureau de la Russie"*. La montée de la bureaucratie en URSS, avec le recul de la révolution mondiale dans les années 1920, avait donc mis Molotov dans son élément, alors que tous les dirigeants bolchéviques d'Octobre 1917, mis à part Staline, allaient être éliminés.

Entré au Comité Central en 1921, ce fut en menant une offensive contre Zinoviev et Kamenev au XIV[e] congrès du parti, puis en dirigeant la délégation chargée de reprendre en main les sections du parti de Léningrad et les arracher à l'influence de Zinoviev, que Molotov gagna ses galons de membre du Bureau Politique en 1925. Il fut dès lors un des plus fidèles seconds de Staline, son ombre, et l'un des organisateurs des purges.

Ce ne fut pas tant son passage au poste de président du Conseil de l'URSS à partir de 1930, mais sa fonction de ministre des Affaires étrangères pendant la guerre qui valut à Molotov la notoriété mondiale. Mais cette tâche de ministre des Affaires étrangères n'avait plus rien à voir avec celle que les révolutionnaires de 1917 donnaient au commissaire du peuple aux Affaires étrangères. Lorsque Trotsky avait pris le premier cette fonction, au lendemain de la révolution, il déclarait : *"Je lancerai quelques proclamations révolutionnaires, et je fermerai boutique"*. Pour les bolchéviques c'en était fini de la diplomatie secrète : il s'agissait avant tout de s'adresser, par-dessus la tête des gouvernants, aux peuples des pays voisins, et de les appeler à suivre l'exemple des ouvriers russes pour renverser aussi leurs bourgeois et construire un monde sans frontières.

Pour la Russie stalinienne, à l'approche de la Deuxième Guerre mondiale, il n'était pas question de faire appel à la révolte des ouvriers des pays européens victimes de la crise et désireux de se défendre contre le fascisme. La bureaucratie russe craignait toute mobilisation ouvrière qui, risquant de redonner espoir au prolétariat russe lui-même, aurait pu le mobiliser et remettre en cause les privilèges bureaucratiques. Alors, les accords de Munich entre les démocraties européennes et Hitler, en 1938, donnant à celui-ci champ libre pour des conquêtes à l'Est, allaient pousser Staline à chercher lui aussi un accord avec Hitler.

Cet accord germano-soviétique signé en août 1939 fut le premier grand succès diplomatique de Molotov. Et son maître Staline pouvait porter à cette occasion, un toast en l'honneur d'Hitler : *"Je sais combien la nation allemande aime son Führer, j'aime donc boire à sa santé"*. Ses talents dans les marchandages secrets, à partir de 1941, avec les USA et la Grande-Bretagne pour le futur découpage de l'Europe, sur le dos des peuples, valurent à Molotov l'admiration des forbans occidentaux. *"Je n'ai jamais vu l'habileté diplomatique atteindre un si haut degré"*, devait dire plus tard l'Américain Dulles !

Molotov eut la chance de n'être écarté du pouvoir qu'après la mort de Staline, en 1957, par Krouchtchev, à une époque où les dirigeants soviétiques n'avaient plus besoin d'assassiner leurs concurrents pour s'en débarrasser : une lointaine ambassade suffisait. Exclu du parti en 1962, Molotov y était réintégré en 1984 par Tchernenko, à 94 ans. Il pouvait encore peut-être servir de potiche à une cérémonie commémorative d'octobre 1917. Mais seulement pour ceux qui ne connaissent de cette révolution que sa falsification stalinienne.

O.B.

• London, le bureaucrate broyé par la machine qu'il avait contribué à mettre en place

Né en Tchécoslovaquie en 1915, l'auteur de *L'Aveu* a adhéré dès l'âge de 16 ans aux Jeunesses Communistes Tchèques. C'était en 1931, en plein reflux du mouvement ouvrier. En URSS, Lénine était mort. Son second dans la révolution russe, Trotsky, avait été exclu du parti et expulsé d'URSS. L'Opposition de Gauche, qui continuait à défendre les idées de la révolution d'Octobre, était pourchassée.

Et le jeune London ne connut du communisme que cette image déformée : un dévouement sans borne, certes, mais une fidélité aveugle en l'URSS, l'obéissance totale à son chef génial, Staline, et un comportement militant justifiant, au nom du but, tous les moyens.

Dès 1934 London était envoyé à l'école des cadres de Moscou. Il y était toujours, parmi les jeunes

Molotov en 1946.

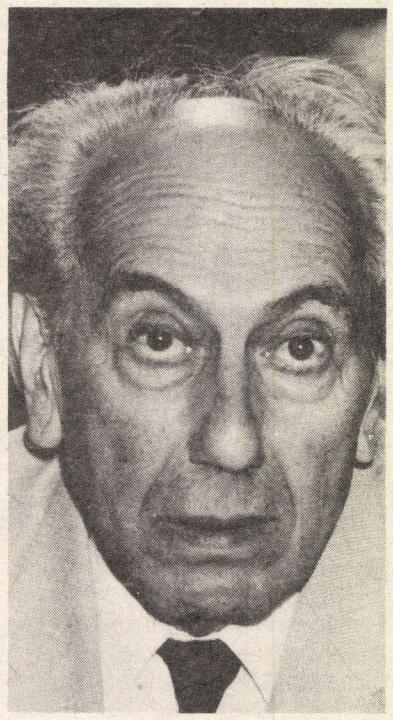
fonctionnaires de l'Internationale Communiste, pendant les grands procès de Moscou. Rappelant dans *L'Aveu* ces années-là, London soulignait *"la lourde atmosphère de Moscou quand nous y étions en 1935-1937. (...) Poser des questions était impensable"*. Et London accepta tout, sans poser de questions.

En 1937, il partit en Espagne, où il fut affecté à l'état-major des Brigades Internationales. Les militants communistes, venus de tous les pays dans ces Brigades aider à combattre Franco, le firent au nom d'un certain internationalisme, convaincus de se battre pour le communisme et, en vainquant Franco, de préparer la défaite d'Hitler et de Mussolini. Mais pour les dirigeants soviétiques, alliés depuis 1934 aux gouvernements français et anglais, il ne s'agissait en Espagne que de sauver si possible la République bourgeoise de la dictature militaire de Franco, pas de faire la révolution. Et les Brigades Internationales, ainsi que les fonctionnaires de l'Internationale Communiste envoyés en Espagne, ne combattirent pas seulement Franco : ils furent chargés d'éliminer physiquement les militants révolutionnaires espagnols, les trotskystes, les militants du POUM et les anarchistes.

Rentré en France, London fut un dirigeant de la MOI (Main-d'Œuvre Immigrée), section du PCF chargé du travail parmi les travailleurs immigrés qui participa à la Résistance dans le cadre de la politique purement nationaliste du PCF à la traîne d'un De Gaulle.

Arrêté en 1942, déporté à Mauthausen, libéré à la fin de la guerre, London devint en 1949, vice-ministre des Affaires étrangères de la Tchécoslovaquie.

Les hommes qui accédaient ainsi au pouvoir avaient tous été, comme London, des agents disciplinés de l'Internationale Communiste, qui avaient suivi sans broncher les zig-



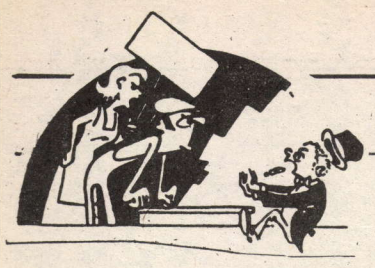
London en 1984.

zags de la politique du Kremlin, cautionné les crimes staliniens, quand ils n'y avaient pas participé eux-mêmes. Mais ils jouissaient, par leur passé, d'un prestige personnel. A la tête d'un appareil d'Etat national, ils pouvaient chercher à avoir leur propre politique, défendre les intérêts de leur propre Etat contre les bureaucrates soviétiques. C'est pourquoi ils étaient suspects aux yeux de Staline.

Arrêté en 1951, London était jugé en décembre 1952, au procès dont la tête d'affiche était le secrétaire général du parti tchèque, Slansky. Tous les accusés furent exécutés, sauf trois, dont London, condamné seulement à perpétuité. Il fut libéré en 1956, au moment de la déstalinisation.

Ces hommes avaient combattu pour des causes qui n'avaient rien à voir avec l'idéal communiste pour lequel ils s'étaient engagés dans leur jeunesse. Ils étaient devenus des hommes d'appareil, des bureaucrates. Et s'ils étaient écrasés, c'était par la machine même qu'ils avaient contribué à construire.

Annick JALERIAN



DANS LES ENTREPRISES

Thomson fait des profits sur le dos des travailleurs

"Des bouleversements, vous allez en connaître beaucoup, avec des problèmes d'emplois"; "Si des gens ne sont pas adaptés, ils doivent partir. Le groupe n'est pas là pour assister les gens". Ainsi s'exprimait Gomez, PDG "socialiste" de Thomson, en réunion de Comité de groupe début octobre. Alors que les effectifs du groupe ont déjà chuté de 26000 emplois depuis 1982, ça n'est donc pas fini, et les travailleurs sont clairement prévenus de ce que signifiera pour eux la restructuration en cours du groupe.

Aujourd'hui, les patrons n'ont plus besoin de prétexter des pertes pour licencier. Car dans le même temps, Thomson annonce 1,2 milliard de bénéfices nets pour le premier semestre 1986, et prévoit 2 milliards de bénéfices nets au minimum sur l'ensemble de l'année 1986. En 1985, c'était 1 milliard... 2 milliards, cela représente le salaire annuel de 13000 travailleurs, charges sociales comprises, payés 8500 F par mois, le salaire moyen dans le groupe. 13000 travailleurs que Thomson serait capable de payer à ne rien faire, sans compromettre en rien ses comptes, puisqu'il s'agit de ses bénéfices une fois défalquées toutes les dépenses prévues. Mais, comme le dit Gomez, Thomson n'est pas là pour assister ses salariés, mais ses actionnaires qui peuvent s'attendre à de confortables dividendes... D'ailleurs, l'action Thomson est recherchée, puisque sa valeur est passée de 312 F en mars 1984 à 1605 F en octobre 1986... Deux ans pour faire cinq fois la culbute !

A ceux qui s'imaginaient, naïvement, qu'un groupe comme Thomson servait à produire de "petites puces" utiles à tout le monde, et à fournir du travail, Gomez rappelle la réalité. A un syndicaliste s'interrogeant sur la place de la CGR (une filiale de Thomson, spécialisée dans le matériel médical) dans la prévention du cancer du sein, Gomez répondait : *"La CGR n'est pas là pour la promotion de la prévention, mais pour gagner de l'argent !".*

Pour gagner de l'argent. Thomson en gagne ! Mais pour justifier les licenciements, Thomson laisse entendre que les bénéfices qu'il fait proviennent du "secteur financier" du groupe, c'est-à-dire des capitaux placés sur le marché financier, tandis que le secteur industriel ne serait pas "compétitif".

Mais qu'est-ce que les travailleurs en ont à faire ? Quand bien même cela serait, d'où le "secteur financier" tire-t-il l'argent avec lequel il spécule, si ce n'est de l'activité des travailleurs de la Thomson ?

Alors, à quoi servent les bénéfices ? A permettre aux travailleurs de vivre, ou à les licencier ?

Sans la production assurée par tous les travailleurs de Thomson, pas de bénéfices. Et c'est bien pourquoi, si les travailleurs le veulent, ils ont les moyens de contraindre Gomez et le gouvernement qui est derrière lui à remballer ses restructurations.

Correspondant LO

MANPOWER

"Tant qu'il y aura des hommes..." à exploiter

A Nîmes (Gard), Manpower fournit 30 à 40 ouvriers durant toute l'année à l'entreprise Carnaud-Kerplas, une entreprise qui fabrique toutes sortes d'emballages en plastique (bouteilles, bidons...). Les intérimaires viennent là pour "bourrer" un maximum : on leur demande de faire bien plus que ce qu'y font les ouvriers de l'entreprise. Comme ce sont des jeunes qui tiennent à garder leur "mission", ils travaillent sans broncher.

Ainsi un gars de 20 ans a fait récemment douze nuits d'affilée, de 21 h à 5 h du matin, sur une chaîne d'emballage, avec une demi-heure de pause en tout et pour tout. La législation du travail, ici, personne ne connaît ! Le patron fait ce qu'il veut. Autre exemple : un ouvrier doit venir dans la même journée de 8 h à 10 h, de 15 h à 17 h, de 23 h à 1 h du matin. Un emploi à mi-temps en somme... De quoi se plaint le peuple ?

Entre Kerplas et Manpower, les relations sont au mieux, c'est une collaboration efficace et rentable. Un petit coup de fil, et hop, "l'homme qu'il vous faut" dans l'heure qui suit. Oh, quelquefois on peut se tromper : comme ce collègue à qui on demande de faire le vendredi, samedi, dimanche, lundi, de 5 h à 13 h, et qui s'entend dire le lundi à 5 h du matin à l'usine : *"Ah, on n'a plus besoin de vous aujourd'hui. On est désolé".* A l'agence d'intérim : *"C'est une erreur".* Un dédommagement pour les heures perdues ? Vous n'y pensez pas !

Et le comble, c'est ce travailleur qui passe le matin à l'agence prévenir que s'il y avait une mission dans la journée, il ne serait pas libre exceptionnellement ce jour-là, et qui a droit à un véritable sermon : *"Vous ne vous rendez pas compte dans quelle situation vous nous mettez..."* Depuis, plus de mission pour lui.

Alors, Manpower, c'est un coup de pied "là où il faut" qui leur manque. Et "tant qu'il y aura des hommes", on peut espérer que ça viendra un jour !

TÉLÉPHONE : ARCHIVES - PARIS

Patience sur la ligne

Au central téléphonique Archives, à Paris, qui dessert une grande partie des communications internationales manuelles, la direction vient de distribuer au personnel une note sur la *"qualité du service"* à offrir aux usagers.

Désormais, lorsqu'on a beaucoup d'appels, il faut les prendre en priorité et noter toutes les demandes de communication des clients. Si on a trop de demandes, on ne fait tous que ça : enregistrer les demandes. On s'occupera d'obtenir et de passer les communications demandées quand on aura le temps. Il paraît que les usagers sont moins furieux quand ils attendent longtemps une communication demandée, que quand ils doivent attendre pour déposer leur demande pendant que certains d'entre nous s'occupent de passer les communications déjà demandées. Ça, c'est de la psychologie !

De toute façon, ils attendent autant globalement. Et pour cause : avec les suppressions d'emplois (90 suppressions de postes sur l'ensemble d'Archives en 1986), il n'y a pas assez de monde dans le service et on ne peut pas être à la fois au four et au moulin.

Correspondant LO

C'est aussi cher de licencier mille travailleurs honnêtes qu'un patron escroc

Tout comme une simple ouvrière du textile qu'il a lui-même licenciée dans le passé, Jean-Pierre Willot s'est fait virer comme un malpropre de son poste de conseiller technique du groupe Boussac. Cela à la suite de sa condamnation à deux reprises par les tribunaux pour "abus de biens sociaux".

Pourquoi Boussac licencie-t-il Willot ? Parce que Willot n'est pas honnête ? Dans ce cas, il ne fallait pas l'embaucher, car tout le monde était au courant. Ou plutôt parce qu'il s'est fait pincer, et que Boussac veut des gens plus malins ?

Willot réclame 41 millions de francs d'indemnité — que Boussac refuse de payer — compte tenu de son ancienneté et pour compenser le "préjudice moral" qu'il vient de subir ! Autant que 1000 ouvriers à qui on donnerait 40000 F chacun...

Il est peu probable que J.-P. Willot aille pointer à l'ANPE. On ne sait s'il peut compter sur ses frères, mais en revanche il trouvera bien d'autres patrons pour qui ce genre de "préjudice moral", le fait d'être considéré comme un voleur, certifié par un tribunal, est une qualité très recherchée.

échos des entreprises

Un rigolo

Au Montage II, à la pose des pots d'échappement, on a trop de travail. Et quand on n'y arrive pas, tout ce que trouve à dire le chef d'atelier, c'est : vous faites grève.

Il a expliqué après, devant des travailleurs en colère, qu'il avait dit ça pour rigoler.

En tout cas, nous, quand on parlera de la grève, ce ne sera pas pour rigoler.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière *Citroën Aulnay.*

Priorité au sale boulot

Une affaire qui marche bien, à Grenelle, ce sont les coupures non-paiement. La consigne donnée par la direction, c'est 80 coupures par jour...

C'est sans doute ce que la direction considère comme la priorité des priorités de son fameux "service public".

Mais la raison de cette frénésie s'explique peut-être par le calcul de certains cadres qui prennent les devants, sachant que la période d'hiver arrive. Et qui dit période d'hiver dit pédale douce pour les coupures... et baisse de leurs chères statistiques.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière *EGF Grenelle (Paris).*

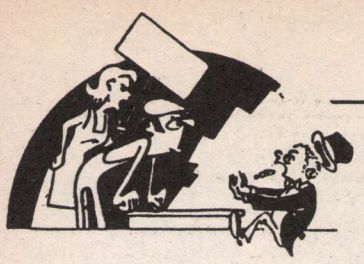
Mensonge

On serait trop nombreux dans les ateliers ? Bien sûr que non ! Les perroquets en blouse blanche ont beau répéter bêtement qu'on est en sureffectif, il y a de quoi s'étonner.

Car quand on demande une journée d'ancienneté ou quand l'un d'entre nous tombe malade, cette même maîtrise nous dit que cela va être dur d'avoir une journée d'ancienneté, car l'atelier tourne au plus juste !

Cela, nous étions déjà un certain nombre à l'avoir remarqué. Alors, si les chefs le confirment, c'est encore mieux !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière *Renault Cléon.*



MICHELIN CLERMONT-FERRAND

Des milliers de suppressions de postes, aggravation des conditions de travail et montée des profits

AINSI, les rumeurs entretenues depuis des mois dans les usines clermontoises étaient fondées. Michelin vient de les confirmer, fin octobre, au Comité central d'entreprise. Il y a 2220 emplois "en trop" pour l'ensemble des usines du groupe en France, dont 1650 à Clermont-Ferrand, 400 mutations sont prévues au cours de 1987 ; des travailleurs devront quitter Clermont pour une autre usine Michelin du pays. Enfin, comme c'est le cas depuis cinq ans, il n'y aura toujours pas d'embauche, sinon des intérimaires sous contrat.

Ce troisième "plan social" provoque des discussions, et pas mal d'inquiétude à cause des mutations prévues.

Une baisse spectaculaire des effectifs

Depuis 1980, le nombre des "Bibs" baisse constamment, 16000 postes ont été supprimés pour Michelin-France, dont 8000 sur Clermont. Il y a eu trois vagues de départs : retraites et préretraites, sans remplacement ; plus de mille travailleurs immigrés (portugais surtout) sont repartis chez eux dans le cadre de l'ONI, avec des primes "d'incitation au départ" ; il y a eu également des incitations au départ dans le cadre de cycles de formation-reconversion. L'embauche a été supprimée, sauf quelques dizaines de cadres et techniciens pour les labos. Le résultat de cette politique est qu'à Clermont, d'un effectif de presque 30000 personnes fin 1979, on est passé aujourd'hui à 22000, et on devrait passer à moins de 20000 fin 1987.

D'autres bruits courent déjà concernant une limitation des effectifs clermontois à 15000 d'ici cinq ans. Il apparaît clairement que le poids des usines auvergnates dans le groupe Michelin diminue fortement ; d'autant plus qu'il y a multiplication des petites unités de 1000 à 1500 personnes, très modernes mais dispersées, tant en France que dans les autres pays.

Michelin a fait un coup publicitaire en présentant les plans d'une telle "petite unité" qui devrait être construite aux Gravanches, dans la banlieue clermontoise, et qui devrait être entièrement automatisée, avec des robots ; 250 personnes y travailleront fin 1988, mais il ne s'agira pas de créations d'emploi, puisque plus de 200 proviendront de mutations. Cette future usine devrait produire plus à elle seule que l'usine de Zven, près de Bruxelles, qui vient de fermer et comptait 1500 salariés.

La remontée des profits

D'après les déclarations de la direction, il y a eu une année noire pour les profits : 1983. Elle a connu alors un déficit important, dû à la politique d'implantation aux Etats-Unis, au Canada et au Japon. Car ces investissements ont été supportés par Michelin-France et non par l'ensemble du holding, dont le siège est en Suisse.

C'est en effet à Clermont-Ferrand, toujours siège social de la manufacture et principal centre de recherche et d'essais, que la compagnie se prétendait en déficit. François Michelin a reçu Mitterrand à Clermont, comme il l'a fait pour De Gaulle, Pompidou et Giscard. Et il a obtenu en 1984 du gouvernement socialiste des subventions non négligeables : 400 milliards de centimes d'argent frais, à des taux d'intérêt dérisoires.

Avec des milliers de salaires en moins à verser, il n'est pas étonnant que les bénéfices "réapparaissent" : 100 milliards de centimes ont été versés aux actionnaires pour 1985, et 120 milliards de centimes pour les six premiers mois de 1986. Au niveau mondial, Michelin s'est hissé au second rang, derrière le géant américain Goodyear. D'ailleurs la Bourse ne s'y est pas trompée et, depuis des mois, les actions Michelin remontent.

L'aggravation des conditions de travail

Dans les ateliers et les bureaux, l'atmosphère s'est dégradée. Ceux qui restent produisent davantage ; les contrôles se sont multipliés : badges, fouilles des sacs ; pressions de la maîtrise qui ne manque pas un jour une occasion de menacer : *"Si ça ne vous convient plus, vous pouvez partir"*. L'augmentation des salaires a été très faible : 30 centimes de l'heure et, ces jours-ci, une rallonge ridicule de 25 centimes, soit 42 F par mois. Le semi-continu ou système de 5 jours 1/3 s'est mis en place. Alors que les ouvriers espéraient obtenir tous leurs samedis libres, ils doivent encore venir un samedi sur trois à l'usine.

Maintenant, c'est la crainte des mutations qui domine. On a pris l'habitude de voir des visages nouveaux d'un atelier à l'autre, alors que jusqu'ici les postes étaient assez stables. Puis, on est baladé d'une usine à l'autre, pour quelques mois, avant de changer de nouveau de secteur. Mais l'annonce de 400 mutations hors Clermont a fait l'effet d'une douche froide. Partir pour des mois, sinon définitivement, en quittant une région où on a sa famille et ses amis, ça ne fait pas plaisir. Chacun se sent menacé par un encadrement qui ne prend pas de gants pour dire qu'il faudra partir là-bas, ou partir tout court. Ce chantage au licenciement touche aussi les bureaux qui connaissent eux aussi, à leur tour, les "dégraissages".

Depuis la rentrée de septembre, la CGT a multiplié les journées d'action, les appels à débrayer. C'est dans un gros service, O, la fabrication de pneus, à Cataroux, que les débrayages sont les mieux suivis.

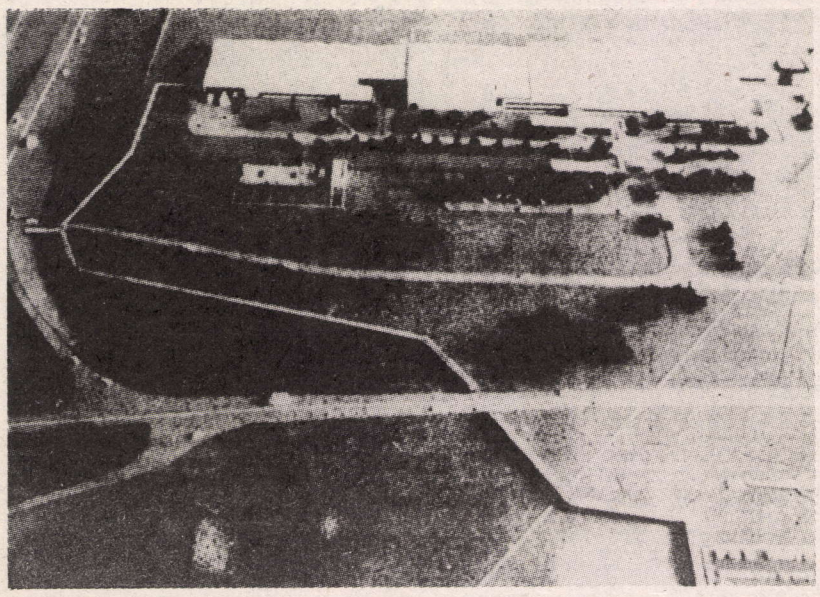
Le 21 octobre, journée intersyndicale de grève dans la Fonction publique, il y a eu des débrayages assez nombreux dans les ateliers : plusieurs milliers de grévistes, même si dans les bureaux, ce fut assez peu suivi. (Mais cela est habituel dans ces secteurs).

Par contre, le 4 novembre, pour protester contre l'annonce du troisième "plan social", les syndicats ont appelé chacun de leur côté en se faisant concurrence. Se prétendant unitaire, la CFDT s'est associée à FO et à la CFTC, qui est un véritable fantôme chez Michelin ou elle n'a aucune activité depuis des années. De son côté, la CGT a appelé à débrayer et à manifester en délégation auprès de la direction, mais sans rejoindre les autres. Pas étonnant que cette partie compliquée de cache-cache n'ait pas mobilisé grand monde.

Les travailleurs de chez Michelin, comme l'ensemble de la classe ouvrière, sont systématiquement attaqués par un patron décidé à s'engraisser sur leur dos. Alors, ce n'est pas avec la politique de l'autruche qu'ils s'en sortiront. Dans beaucoup de secteurs, on discute de la nécessité de la lutte. Et, en effet, il n'y a pas d'autre voie.

Correspondant local

Rassemblement devant l'usine Michelin de Cataroux.



DANS L'AUTOMOBILE

Ça cahote, sauf pour les profits

Heures supplémentaires et chômage partiel, voire licenciements, continuent dans l'automobile et ses sous-traitants, alors même que la presse n'en finit pas de nous montrer que c'est une industrie qui roule.

A Peugeot-Dijon, la direction dit qu'il y a beaucoup de travail d'ici la fin de l'année. Elle annonce des samedis en heures supplémentaires, pour certaines chaînes en 205 et 309. De toute façon il y a déjà deux samedis prévus pour récupérer la veille de Noël. Beaucoup de travailleurs disent : *"C'est comme l'an dernier : on fait des samedis et ensuite, l'an prochain, ils nous mettront au chômage."*

A Renault-Billancourt (Ile Seguin), les bruits de chômage pour la fin de l'année ont été confirmés par le Comité d'entreprise : cinq jours de chômage pour l'usine. Avec les jours fériés, les week-ends et le 15 août décalé, cela fait douze jours sans venir à l'usine. Les travailleurs immigrés vont essayer pour certains de coller quelques jours pour "retourner au pays". Avec deux jours, cela fera plus de 15 jours. Malgré l'inquiétude et la perte de salaire, beaucoup de travailleurs pensent que, *"puisqu'il n'y a rien à faire, alors autant se reposer"*.

Par ailleurs, une baisse de la cadence pour la R4 est en application. Il n'y aura plus que 40 R4 par jour, ce qui fait que plusieurs dizaines de gars vont devoir être recasés à droite et à gauche, et donc grossir la liste des "sureffectifs". Par contre ceux qui vont rester sur la chaîne vont avoir plus de travail.

Autre exemple, une usine sous-traitante de l'automobile, l'usine **Montupet,** dans l'Oise, où l'horaire est augmenté : c'est le cas pour 50 ébarbeurs qui passeront de 39 à 48 heures par semaine avec 15 minutes pour le casse-croûte au lieu de 30.

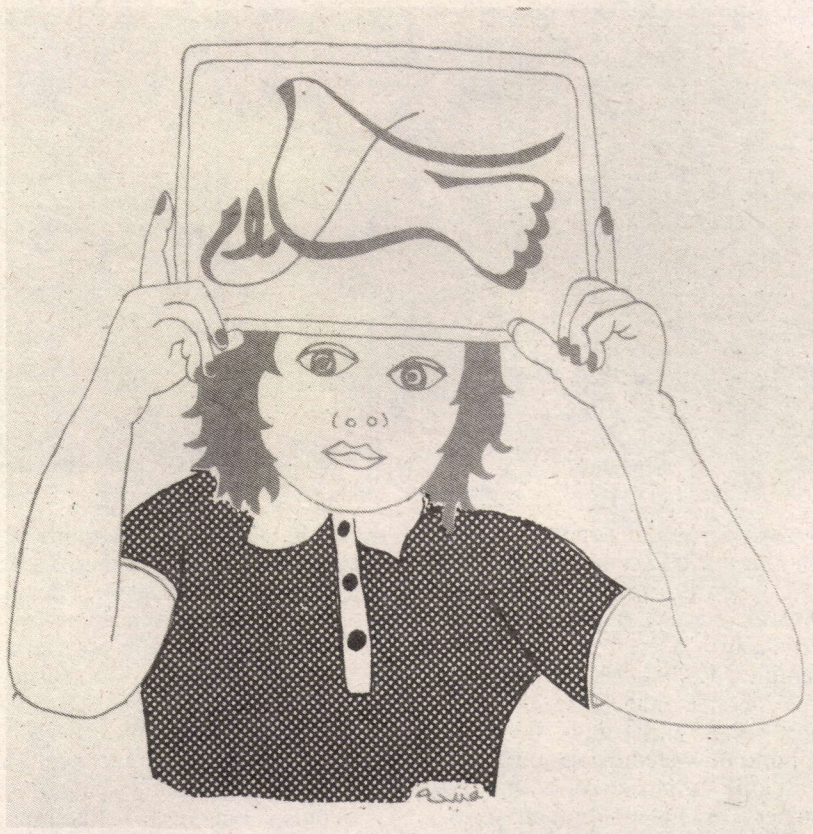
Des contrats à durée déterminée se termineront le 23, jour où l'usine va fermer pour la 5e semaine. Des travailleurs disent : *"On va nous remercier et, le mois suivant, ils vont nous rappeler"*. Et certains préviennent les chefs que ça ne leur plairait pas qu'on leur fasse ce coup-là et s'entendent dire : *"Qu'est-ce qui vous prend ? Jusqu'à maintenant ça se passait bien, et maintenant vous protestez..."*

"L'oubli rebelle" Beyrouth 82

de Fathia Saoudi

A l'heure où l'on parle tant du terrorisme pour dénoncer la violence aveugle et les individus qui y ont recours, il est bon de se souvenir qu'il existe aussi un terrorisme d'Etat, qui dépasse de loin, par son ampleur et sa sauvagerie, tout ce que peuvent accomplir les poseurs de bombes du Moyen-Orient et d'ailleurs.

L'oubli rebelle, c'est, pour mieux dire, le souvenir de ces terribles jours vécus à Beyrouth au cours de l'été 1982, dont Fathia Saoudi a consigné la chronique. Entre juin et septembre 1982, le Liban a été soumis à une invasion militaire israélienne massive, particulièrement destructrice et meurtrière. Pendant trois mois, le sud-Liban et le secteur occidental de Beyrouth ont été soumis à des bombardements quotidiens destinés à préparer l'entrée des troupes israéliennes dans la capitale libanaise. Le but avoué était de terroriser la population, de vider Beyrouth-Ouest de ses habitants pour priver les combattants des milices palestiniennes et de la gauche libanaise de tout appui, avant de les écraser militairement. Les dirigeants israéliens ont pris leur temps. Ils l'avaient car, dans le monde occidental, aucun gouvernement n'estimait nécessaire de se précipiter pour arrêter ce massacre, qui a pu se poursuivre des semaines durant dans la complète indifférence.



Sous le déluge de bombes, qui a fait sans doute plus de vingt mille morts, il y avait des hommes et des femmes qui tentaient de survivre. Fathia Saoudi était de ceux-là. Palestinienne née en Jordanie, médecin pédiatre, elle a continué pendant tous ces jours à faire son travail, comme des milliers d'autres, en soignant, dans des hôpitaux que les bombardements n'épargnaient pas, les milliers de blessés faits par les bombes d'Israël.

Son témoignage porte essentiellement sur son milieu, celui de la petite-bourgeoisie palestinienne de Beyrouth. Celle-ci n'a guère d'autre espoir que celui, sans cesse déçu, d'une médiation des grandes puissances ou d'une intervention des gouvernements arabes dont elle ne s'explique pas l'indifférence. Politiquement, Fathia Saoudi ne sort guère de ce point de vue et elle nous donne, au passage, une idée du désespoir politique des milieux nationalistes palestiniens dans l'impasse.

Mais là n'est pas l'essentiel de ce livre qui est d'abord un témoignage poignant, et qui montre les conditions terrifiantes dans lesquelles, pendant des jours, ont dû vivre des centaines de milliers d'hommes et de femmes soumis au terrorisme d'Etat israélien. Et il nous montre aussi comment, dans ces conditions, beaucoup ont su trouver en eux ces trésors d'abnégation et de courage, de fraternité et d'héroïsme simple, sans lesquels il leur aurait été impossible de tenir. Et en lui-même, le simple fait de tenir, de continuer à vivre dans Beyrouth assiégée, c'était déjà infliger une défaite au terrorisme de grande puissance que l'Etat d'Israël, du haut de ses bombardiers, exerce depuis des années contre le peuple palestinien.

A.F.

L'oubli rebelle *de Fathia Saoudi, Editions L'Harmattan. Collection "écritures arabes". 174 pages.*

Réédition

"Le journal d'Harvey"

les aventures d'un médecin des rois qui bouleversa la médecine

de Jean Hamburger

Cet ouvrage porte en sous-titre : *"Les aventures d'un médecin des rois qui bouleversa la médecine"*. En effet, William Harvey fut un grand médecin anglais du XVII[e] siècle qui découvrit les mécanismes de la circulation sanguine et la fonction du cœur. Son "Journal" intime est le fruit de l'imagination et de l'étude de Jean Hamburger, médecin lui-même, qui réussit à faire revivre le personnage et le combat qu'il dut mener pour faire triompher ses idées.

C'est en s'appuyant sur les résultats de l'observation et de l'expérience, sur *"le stupide entêtement des faits"*, qu'Harvey fut amené à mettre en question l'enseignement traditionnel, inchangé depuis l'Antiquité. Et il fut violemment combattu, sous le couvert de l'autorité des grands Anciens, autorité qui comptait plus alors que les preuves expérimentales.

Ce Journal a parfois des accents très modernes, en particulier lorsque Harvey s'en prend aux prétendus miracles, actes de sorcellerie ou de magie, et toutes attitudes irrationnelles en matière médicale.

En revanche, si Harvey n'hésite pas à faire preuve d'esprit critique et de pensée novatrice dans le domaine de la médecine, dans le même temps il renonce à son rationalisme dès lors qu'il s'agit de la religion officielle, du pouvoir en place et de l'organisation sociale. Conformiste devant la religion, il se montre franchement réactionnaire en face des événements politiques qui secouent l'Angleterre, à l'heure de la révolution. L'ouvrage fait une large place aux préoccupations de Harvey sur ce plan, mais pour lui, très attaché au roi Charles 1[er], les événements demeurent opaques et l'action de Cromwell se réduit à celle d'un ambitieux "mentalement déséquilibré".

C'est évidemment un peu court, comme explication des *"convulsions qui secouent les peuples et les Etats"*. Celles-ci seraient *"inhérentes à l'âme humaine", "un fait de nature, comme il est de la nature d'un volcan de cracher périodiquement sa lave"*...

Dans quelle mesure l'auteur exprime ainsi seulement les idées de Harvey, ou bien également, au moins en partie, les siennes par la même occasion, c'est ce que la convention du genre qu'il a choisi ne permet évidemment pas de déterminer.

Le fait est que, avec son rationalisme circonscrit au domaine de sa spécialité, Harvey apparaît bien caractéristique d'un type de comportement qui, pour être inconséquent sur le plan intellectuel, n'en est pas moins fréquent y compris dans les milieux scientifiques aussi bien aux XX[e] siècle qu'au XVII[e]. Cela n'est pas l'aspect le moins intéressant, d'ailleurs, de la lecture de cet ouvrage, écrit avec talent et qui se lit comme un roman d'aventures au pays des idées.

Annick JALERIAN

Le Journal d'Harvey par *Jean Hamburger,* collection Folio (n° 1747). 24,50 F.

sélection ciné

ROSA LUXEMBURG
de Margarethe Von Trotta

La vie d'une des grandes figures du socialisme international, l'une des rares à être restée fidèle à l'internationalisme prolétarien lors de la première guerre mondiale.

Ciné Beaubourg 3[e] (VO), 14 Juillet Parnasse 6[e] (VO), Odéon Racine 6[e] (VO).

WELCOME IN VIENNA
d'Axel Corti

Vienne 1945, sous l'occupation alliée, après la défaite de l'Allemagne. Les hommes qui espéraient voir sortir de la guerre un monde meilleur doivent déchanter devant la réalité : la société autrichienne reste marquée par le nazisme et l'antisémitisme, l'armée russe n'a plus de "communiste" que le nom...

St. Germain Studio 5[e] (VO), Elysée Lincoln 8[e] (VO), Studio 43 9[e] (VO), 7 Parnassiens 14[e] (VO).

MISSION
de Roland Joffé
avec Robert de Niro
et Jeremy Irons.

Au 17[e] siècle, les Indiens Guaranis, encadrés par des missionnaires, sont livrés par l'Ordre des Jésuites aux troupes espagnoles et portugaises. Un plaidoyer pour une certaine forme de société communiste chrétienne et primitive... Des images splendides.

Gaumont les Halles 1[er] (VO), Gaumont Opéra 2[e] (VO), Hautefeuille 6[e] (VO), Publicis Saint-Germain 6[e] (VO), Marignan 8[e] (VO), Publicis Elysées 8[e] (VO), Français 9[e], Nation 12[e], Escurial Panorama 13[e] (VO), Montparnasse Pathé 14[e], Gaumont Convention 15[e], Kinopanorama 15[e] (VO), Mayfair 16[e] (VO).

AUTOUR DE MINUIT
de Bertrand Tavernier.

L'histoire émouvante d'un saxophoniste de jazz des années 1950. Pour faire aimer le jazz.

Gaumont Les Halles 1[er], Hautefeuille 6[e], 14-Juillet Odéon 6[e], Gaumont Champs-Elysées 8[e], 14-Juillet Bastille 11[e], Gaumont Parnasse 14[e].

OTELLO
de Franco Zefirelli.

Le célèbre drame de la jalousie de Shakespeare qui inspira l'opéra de Verdi. Du vraiment beau spectacle.

Biarritz 8[e] (VO).

MY BEAUTIFUL LAUNDRETTE
de Stephen Frears.

Dans l'Angleterre d'aujourd'hui en crise, la "réussite" amère d'un jeune Pakistanais et d'un loubard.

Cinoches 6[e] (VO), 14 Juillet-Parnasse 6[e] (VO).

SUR LES QUAIS
d'Elia Kazan.

Un film qui dénonce la corruption réelle des syndicats américains dirigés par des gangsters, mais... au nom de la religion. Une image sombre d'une période difficile. Avec Marlon Brando.

3 Luxembourg 6[e] (VO), 7 Parnassiens 14[e] (VO).

BOUDU SAUVE DES EAUX
de Jean Renoir.

Un des classiques de la comédie d'avant-guerre. Avec Michel Simon.

Ranelagh 16[e].

"Nous l'avons tant aimée, la Révolution"

de Dany Cohn-Bendit

Cet ouvrage, composé de photos et d'interviews, est conçu à partir d'une émission de télévision dont FR3 a commencé la diffusion le jeudi 6 novembre. La série comporte quatre films qui seront diffusés durant un mois à raison d'un par semaine.

Dany Cohn-Bendit présente ainsi l'émission : *"J'ai eu envie de rendre visite à ma "famille politique", au sens le plus large du terme (...). J'ai voulu rencontrer ces militants, les regarder vivre, mesurer et comprendre leur trajectoire au cours de ces vingt années".*

Ces hommes et ces femmes, connus ou inconnus, se sont trouvés mêlés, comme participants ou comme leaders, à divers mouvements sociaux qui éclatèrent un peu aux quatre coins du monde à partir du milieu des années soixante. Le mouvement étudiant de mai 68 en France, dont Cohn-Bendit fut un des leaders, puis la grève générale qui le suivit immédiatement ne sont donc qu'une petite partie de cette révolution qu'ils ont "tant aimée".

A travers les interviews, réalisées en 1985, de quelques-uns de ces "soixante-huitards" du monde entier, la révolution dont on nous dit qu'ils rêvaient tous n'est plus qu'un vague souvenir, même plus une espérance. Si Cohn-Bendit mentionne en passant l'explosion de la révolte des ghettos noirs des grandes cités industrielles des Etats-Unis, s'il parle rapidement des événements de mai et juin 68 en France comme de la plus grande grève générale de l'histoire du pays, s'il prend pour titre de deux chapitres *la révolte* et *le prolétariat,* on ne sent pas du tout le souffle et la force du mouvement gréviste, pas plus d'ailleurs que l'on ne saisit les raisons qui mirent en mouvement des millions d'hommes et de femmes. La limite essentielle du livre est là. Il est exclusivement centré sur une série de "personnalités" de la petite-bourgeoisie radicalisée, leurs espoirs, leurs éclats, leurs assoupissements, voire leurs reniements.

Dans cette galerie de portraits, Cohn-Bendit nous présente des personnages dont il doit se sentir plus ou moins proche : Jerry Rubin, ex-leader des contestataires des campus américains, tenant de l'action directe dans les années soixante, aujourd'hui chantre de la libre entreprise et libre entrepreneur lui-même, qui n'hésite pas à déclarer : *"La meilleure, la seule façon aujourd'hui de combattre l'Etat, c'est de le remplacer. Et nous sommes assez nombreux pour le faire. Nous, les banquiers, les dentistes, les médecins, les patrons, c'est nous l'Etat. Pourquoi se battre contre soi-même?";* Bobby Seale, ex-leader des Panthères Noires devenu vendeur de hamburgers, sans horizon ni passion; Serge July, ex-mao de l'après 68 en France, actuellement directeur du journal *Libération* et satisfait de ce qu'il appelle les "destructions" successives du gauchisme, du programme commun de la gauche et des "archaïsmes" de la gauche; ou encore Joschka Fischer, ex-anarchisant des années soixante en Allemagne de l'Ouest, devenu leader des Verts, et jurant en 1985 qu'il n'avait pas l'intention de devenir ministre... deux mois avant d'accepter un tel poste dans un gouvernement régional.

Les traits individuels de la plupart des interviewés sont d'ailleurs accentués par l'importance que leur "moi" et sa contemplation prend chez un certain nombre d'entre eux. Une chose ressort tout de même des propos tenus par ces ex-militants : leur croyance actuelle dans les vertus de la démocratie bourgeoise. Ainsi cette militante italienne, qui fut membre des Brigades Rouges, et qui maintenant — du fond de sa prison — affirme : *"Il faut agir de l'intérieur, pour transformer cet Etat que nous considérions comme une machine terrible, alors qu'elle est, en fait, élastique, dynamique, susceptible de modifications".* D'ailleurs, Cohn-Bendit lui-même écrit dans son introduction : *"Je suis le compagnon de route, très prudent, d'un parti — les Verts allemands — qui accepte timidement l'idée de gouverner, idée pour laquelle je milite déjà depuis quelques années".* A force de "militer" pour cette "idée", Cohn-Bendit va-t-il finir par décrocher un maroquin ministériel? En tout cas, le fil directeur de ses propos et des interviews qu'il conduit, c'est la réhabilitation des vertus de la démocratie parlementaire...

Seul parmi les interviewés, un militant anarchiste, toujours fidèle à ses idées, s'en prend avec lucidité à cette démocratie bourgeoise. *"C'est le patronat,* dit-il, *qui décide d'investir ou non dans telle branche, et comment le faire. Il impose ses volontés aux politiques. Mais la démocratie... bientôt on te dira que tu vis en démocratie, puisque tu n'es pas en taule!"*

Les portraits que nous présente Cohn-Bendit reflètent-ils réellement l'évolution de toute cette génération qui s'ouvrit aux idées politiques et à l'engagement militant à la fin des années soixante? En partie peut-être. Il est vrai que la contestation étudiante d'alors n'a pas préservé les espoirs dont elle se disait détentrice. Les idées révolutionnaires qui avaient trouvé un temps refuge à l'université ne pouvaient devenir une force que si l'avant-garde ouvrière les reprenait. Cette tâche de pénétration et d'implantation dans la classe ouvrière ne pouvait évidemment être le fait de l'ensemble du mouvement étudiant, mais elle aurait pu être celui des militants étudiants révolutionnaires, si ceux-ci s'étaient donné les moyens de les faire renaître dans la conscience des travailleurs. Pour ne pas s'être réellement attelés à cette tâche, pour n'avoir pas continué à défendre les idéaux qu'ils avaient incarnés, les Cohn-Bendit du mai 68 français se retrouvèrent isolés, après le reflux de la vague qui les avait portés un temps, une fois la "fête de mai" bien finie.

Mais il s'était tout de même trouvé à l'époque des jeunes qui découvrirent la contestation et les idées révolutionnaires, sans pour autant les rejeter par la suite. Seulement, ces militants, Cohn-Bendit ne les a pas rencontrés ou plutôt pas voulu les rencontrer. Il est simplement allé au-devant de ceux qu'il côtoie encore ou qui, comme lui, ont pris le chemin du renoncement.

Jean MASSARDIER

Nous l'avons tant aimée, la révolution de Dany Cohn-Bendit. Editions Bernard Barrault. 190 pages, avec photos. 148 F.

Sélection télé

Samedi 15 novembre

A2 11 h. Journal d'un siècle : Cette émission qui devrait être intéressante, est consacrée à l'année 1968. En France, la grève générale ébranle le pays. A Prague, les chars russes mettent fin à la tentative des dirigeants tchèques de s'éloigner de Moscou. Aux USA, l'assassinat de Martin Luther King sonne le glas des mouvements noirs pacifistes. Enfin, à la même époque, l'évolution de trois astronautes autour de la lune rappelle que nous sommes dans un monde où les techniques sont en pleine expansion, mais pas au profit du bien-être de la population comme le montre la faim au Biafra. Tous ces événements seront illustrés par des reportages et des témoignages qui porteront aussi sur la vie littéraire et artistique de l'époque.

Dimanche 16 novembre

FR3 20 h 35. Les géants de la musique : Artur Rubinstein. Une heure à écouter jouer ce pianiste exceptionnel.

FR3 22 h 35. Femme ou maîtresse : Film d'Otto Preminger avec Joan Crawford et Henry Fonda (1947). Un grand classique du cinéma américain des années d'après-guerre.

Lundi 17 novembre

TF1 20 h 35. Midi gare centrale : film de Rudolph Mate (1956). A ce qu'il paraît, un bon film policier américain.

FR3 20 h 35. Le voleur : film de Louis Malle (1967) avec Jean-Paul Belmondo, Geneviève Bujold, Françoise Fabian. Le scénario est inspiré d'un roman de Georges Darien, pamphlet anti-bourgeois de 1897.

A2 22 h 20. Les sorciers de la vie : 3e émission de cette série consacrée aux techniques nouvelles de procréation. Cette fois, la location des ventres! L'évolution technique est impressionnante, mais la façon dont la société peut tout utiliser pour l'argent et la propriété l'est tout autant.

Mardi 18 novembre

A2 10 h 35. Le temps des cathédrales : Un documentaire sur un texte de l'historien Georges Duby.

TV6 20 h 10. Morgan : Pour une fois que cette chaîne programme un bon film, ceux qui la reçoivent pourront enfin échapper aux clips ou aux navets avec cette pochade burlesque et anticonformiste de Karel Reisz (1966) avec Vanessa Redgrave.

A2 20 h 35. Un après-midi de chien : Film avec Al Pacino (1975). Un hold-up dans une banque, commis par un raté, traqué par la police et les médias. Un bon film.

Jeudi 20 novembre

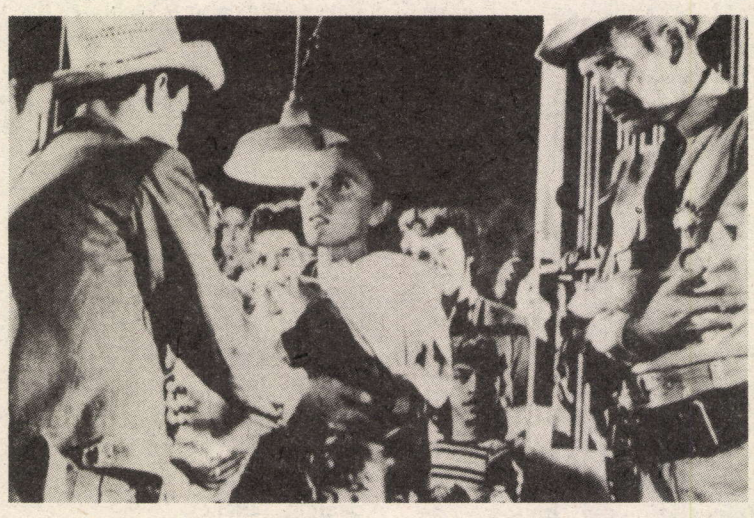
TV6 20 h 10. Le mouchard : un 2e bon film sur TV6 : cette fois une œuvre de John Ford, (1935), inspiré par un roman de O'Flaherty. L'action se situe en Irlande, pendant la révolte du Sinn Fein en 1922.

A2 20 H 35. Viens chez moi, j'habite chez une copine : avec Michel Blanc, Bernard Giraudeau, Anémone, une comédie qui date de 1980.

FR3 22 h 40. Nous l'avons tant aimée, la révolution : 3e émission de la série réalisée par Daniel Cohn-Bendit, consacrée à ce que sont devenus quelques-uns des "soixante-huitards", et cette fois à ceux qui ont été terroristes.

Vendredi 21 novembre

A2 22 h 50. Le sel de la terre : film américain de Biberman (1953). Interdit aux USA jusqu'en 1965, un film sur une grève dans une mine au Mexique. A voir.



Editorial des bulletins d'entreprise du 12 novembre 1986

Liban : derrière les marchandages, les banquiers et les marchands de canons

Au début de la semaine, deux otages français ont été libérés au Liban. Quelques jours auparavant ça avait été un otage américain. Dans les deux cas, ces libérations avaient été précédées de tractations et de marchandages des gouvernements français et américain mettant en lumière le jeu et les manœuvres des grandes puissances dans cette région du globe.

Mais comme si il était nécessaire de mettre les points sur les i, Chirac en a dit de belles, sur cette question, dans les déclarations qu'il a faites à un journal américain ultra réactionnaire appartenant à la secte Moon. Croyant, ou feignant de croire que ses propos ne seraient pas rendus publics. Il a parlé sans les habituelles précautions de style dont les hommes d'Etat se servent quand ils s'adressent au bon peuple. Il a tenu le langage cynique de tous les gouvernants. Un langage qui a au moins eu le mérite de n'être pas, cette fois, mensonger.

Il a expliqué que ce qui était important, ce n'était pas des attentats comme celui de la rue de Rennes, à Paris devant le magasin Tati, *"ni quelques bombes que les terroristes font exploser dans les pays occidentaux"*. Non, ce qui seul comptait, c'était le maintien de la présence française au Liban, et à travers cette présence, le maintien de l'influence et du rôle de la France dans cette partie du monde. Ce qui, dans la bouche de Chirac, comme dans celle de tous les gouvernants des grandes puissances, signifie le maintien des intérêts des capitalistes français dans cette partie du monde.

Oui, pour des hommes comme Chirac, seul cela compte. Pour eux, les attentats, c'est sans importance, pas plus que n'a réellement de l'importance le sort des otages dont ils se servent à la rigueur pour se faire de la publicité, lorsqu'on les enlève, ou lorsqu'on les libère.

Et pour maintenir les intérêts français au Liban, tous les moyens sont bons.

La force, bien sûr. Et le plus souvent. Et c'est d'ailleurs de cette façon que la présence française s'est imposée au Liban, dans les années 20 par l'envoi d'un corps expéditionnaire. Mais parfois aussi des marchandages, quand les moyens militaires, pour une raison ou pour une autre, ne sont pas opérants. Mais des marchandages qui se font toujours avec pour arrière-fond les menaces d'intervention. Des marchandages qui ne sont qu'une autre face de la guerre que les grandes puissances mènent dans cette région pour maintenir leurs intérêts.

Car ne nous y trompons pas. Aujourd'hui, on voit les dirigeants américains ou les dirigeants français discuter avec les dirigeants syriens ou les dirigeants iraniens, sinon ouvertement, du moins dans les coulisses. Mais ce n'est pas parce qu'ils sont revenus à de meilleurs sentiments. Ce n'est pas parce qu'ils se sont rendus compte que leur politique était odieuse aux populations de ces régions, et qu'ils auraient enfin accepté que les populations puissent décider de leur sort sans tenir compte de l'avis de Paris ou de Washington. Non. C'est uniquement parce que le gouvernement américain ou le gouvernement français estiment qu'ils n'ont pas les moyens, ou qu'il n'est pas opportun d'engager une épreuve de force dans cette région du globe, aujourd'hui.

D'ailleurs on voit dans le même temps ces mêmes grandes puissances agir pour attiser les contradictions qui existent au Moyen Orient. Ainsi, par exemple, le gouvernement français continue à vendre des armes à l'Irak. Quant au gouvernement américain, il est bien connu qu'il fournit des armes à l'Iran. C'est un moyen, pensent-ils sans doute, que les peuples de ces régions s'affaiblissent dans des affrontements dont les puissances occidentales espèrent tirer profit. Car l'impérialisme a depuis longtemps fait sienne la devise : diviser pour régner.

Et régner pour eux, c'est faire en sorte que les capitaux occidentaux puissent fructifier, que les marchands d'armes puissent vendre leurs canons et leurs missiles. Et c'est pour cela qu'il y a déjà des centaines de milliers de morts au Moyen Orient, en Iran, en Irak et au Liban. Et demain, ailleurs.

(Editorial des bulletins d'entreprise du 11 novembre 1986).

Chirac et le chancelier ouest-allemand Kohl ont discuté de la Syrie....

Les représailles européennes contre la Syrie : l'art de la diplomatie

Chirac peut déclarer en privé (à un journaliste qui le rendra public) qu'il pense que l'attentat manqué de Londres est un coup monté par les services secrets israéliens, et à Londres son ministre signer une condamnation de la Syrie pour cette tentative d'attentat, pour faire tout de même plaisir à Mme Thatcher.

Le tout est de ne pas se contredire. Juste un exercice de style. La résolution signée des onze pays de la CEE (la Grèce ayant refusé — elle est trop près du Moyen-Orient pour faire n'importe quoi), parle donc de *"l'implication syrienne dans l'affaire Hindawi"* qui justifie des mesures de rétorsion contre ce pays. Et le ministre français des Affaires étrangères traduit : *"Ce texte n'implique aucune responsabilité du gouvernement syrien. Il prend acte du fait que des Syriens ont été impliqués dans les tentatives d'attentat"*.

Le texte de la CEE n'exclut pas que les Syriens en question puissent être agents du Mossad. C'est vrai ça !

Rassemblement majoritaire : le PCF approuve Chirac

Sous le titre *Les otages du parti américain, L'Humanité* saisit une occasion de plus de partir en guerre contre ces *"capitulards"* du Parti Socialiste qui, s'alignant sur Reagan et Thatcher, critiquent la politique de Chirac.

Après tout, qui reprocherait au gouvernement français d'avoir fait des concessions à l'Iran et à la Syrie pour obtenir la libération de gens qui ne sont otages que parce qu'ils payent les crimes et le pillage que fait la France au Moyen Orient ? Même si on sait que le gouvernement français se moque des otages ; c'est le pillage qui compte. Quant aux 330 millions de dollars de dettes que la France s'engage à rembourser enfin à l'Iran, ce n'était qu'un vol de plus que de refuser de les rembourser sous prétexte que le gouvernement actuel de l'Iran plaît moins au gouvernement français que le chah.

Mais ce n'est pas contre les intérêts impérialistes français au Moyen Orient ni contre sa présence militaire là-bas que le journal du Parti Communiste en a. Au contraire ce n'est qu'au nom d'une meilleure façon d'assurer la présence française dans le pays que le Parti Communiste attaque le PS et prend, même si c'est sans le dire ouvertement, la défense de Chirac.

Et *L'Humanité* en profite pour se féliciter de la concordance de vue entre Chirac et le chargé d'affaires syrien à Paris, notamment pour *"le redéploiement de la FINUL sur la frontière internationale du Liban"*. Une façon de rappeler que par là le maintien de troupes françaises au Liban, le Parti Communiste est pour.

Otages au bras

Il s'est précipité à l'aéroport poser pour les photographes dans son plus beau costume, otages au bras, le Premier ministre. C'était son succès à lui, ces deux otages, pas celui à Mitterrand, il fallait bien qu'il le montre.

Ah bien sûr, en guise de premier acompte, les deux otages reversés à Paris n'étaient pas forcément ceux qu'aurait préférés Chirac, lui qui commençait à laisser entendre qu'il pourrait recevoir les deux journalistes d'Antenne 2.

Mais après tout quand le vice-président syrien dit que la France a recueilli *"le fruit de sa politique"* c'est un peu ça : elle a recueilli un vieux retraité, symbole de la présence passée au Liban, puisqu'il est à la fois ancien officier français du temps du mandat et ancien agent commercial de Peugeot et de Citroën ; l'autre c'est cet otage dont, au début le gouvernement français ne voulait pas reconnaître qu'il était à lui, un *"spécialiste en protection rapprochée"*, (une sorte de mercenaire si on comprend bien), symbole de la présence française actuelle.

On a les succès que l'on peut. Ce n'est pas une raison pour ne pas les faire mousser.

CERCLE LÉON TROTSKY

La réunion organisée par Lutte Ouvrière le vendredi 28 novembre 1986, à 20 h 30, à la grande salle de la Mutualité, 24, rue Saint-Victor, Paris 5e (Métro Maubert-Mutualité), portera sur le sujet suivant :

"le terrorisme, la guérilla et la lutte armée des organisations nationalistes"

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995